



ad honores

échanger partager servir

Trêve estivale

Édito

Ce onzième numéro clos le cycle 2022-2023, riche en événements pour la réserve citoyenne. Des conférences de grande qualité, un investissement de beaucoup pour le Bleu de France, pour le don du sang et bien d'autres activités, comme la formation PSC1 ou l'initiation au tir, au service de nos Armées.

Que chacune et chacun trouve ici l'expression de ma gratitude.

Deux conférences de grande qualité sont retranscrites dans votre numéro : celle sur le SID et l'intervention du colonel Desjardins sur le retrait de l'opération Barkhane au Mali.

Ce numéro est consacré aux opérations extérieures. Bon moyen de vous faire découvrir, amis lecteurs, combien nos Armées s'engagent dans d'autres pays pour défendre des valeurs qui nous sont chères : la liberté et la paix. Cela implique de grands sacrifices pour toutes ces femmes et tous ces hommes qui engagent leur vie pour protéger des populations locales souvent démunies face à la violence ou à la privation de liberté.

Un retour historique nous permet de constater que ces opérations ont toujours existées. Peu le savent, mais, depuis 1963, la France a participé ou conduit 249 OPEX⁽¹⁾.

N'oublions pas non plus les activités au sein des différentes DMD. Je vous suis très actifs : *Ad Honores* permet de mettre en avant vos actions et démontre combien la réserve citoyenne s'implique dans le lien Armées - société civile.

Que la trêve estivale soit pour vous l'occasion de repos avant de nous retrouver en septembre pour notre séminaire de rentrée.

L'ensemble du comité éditorial se joint à moi pour vous souhaiter un bel été et... une excellente lecture !

Commandant Christophe Cazorla

(1) : Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française – de 1963 à nos jours, 451 p. ; 2018.

L'invité, page 10



**Général d'armée (2s)
Bernard Barrera**

Dossier, page 8



Les OPEX

Conférences, page 3



**Ingénieur général Foubert :
Le Service d'infrastructure de la
défense (SID), page 3**

**colonel David Desjardins : Le
retrait de l'opération Barkhane,
page 5**

Directeur de publication : CDT **Christophe Cazorla**

Rédacteur en chef : **Bruno de Laigue**, CDT (rc).
Directeur administratif et financier, Compagnie Française des Expositions (COFREX).

Comité éditorial

Alain Broquet, CDT (rc) depuis 2016. Ingénieur d'affaires, groupe DEMOS

Bernard Labauge, LCL (rc), depuis 2011. Ancien conseiller municipal de Baulne.

Thierry Laugier, CDT (rc) depuis 2016. Avocat près la Cour d'Appel de Paris

Thierry-Jacques Laurent, CDT (rc) depuis 2017. Enseignant-chercheur en littérature française.

Nathalie Musine, LTN (rc) depuis 2022. Responsable marketing chez VANDOREN SAS.

Gaël Pilorget, CDT (rc) depuis 2018. Responsable du CDI du lycée militaire de Saint-Cyr, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement.

Frédéric Rignault, LCL (rc) depuis 2013. Responsable secteur éducation, société SPIE.

Georges-Michel Royné, COL (rc) depuis 2002. Ancien cadre bancaire.

Isabelle de Segonzac, CDT (rc) depuis 2014. Attachée principale d'administration aux Ministères économiques et financiers.

Remarques et propositions d'articles :
ad.honores.idf@gmail.com



Dans votre bulletin...

Actualités

3

- Le SID, Ingénieur général H Foubert..... 3
- Le retrait de Barkhane, COL D Desjardin..... 5

Dossier : les OPEX

8

- Définition et engagements actuels..... 9
- Entretien avec le GAR Bernard Barrera..... 10
- Le Bataillon français dans la guerre de Corée.... 13
- La France en guerre au Tchad..... 15
- Ceux du Liban..... 16
- Entretien avec Florence Prévost, infirmière..... 19
- Intervention en ex Yougoslavie..... 23
- Mission humanitaire en Bosnie..... 25
- L'Afghanistan..... 29
- Les OPEX de l'Union Européenne..... 30
- Le plan hommage..... 32
- Le monument aux morts des OPEX..... 33

Comités RC-T IdF

35

- Hommage à Madame Simone Michel-Levy... 35
- Le comité appui recrutement redémarre..... 36
- Avant le défilé du 14 juillet..... 36

Délégations militaires départementales

37

- Rallye de la Victoire CNSD Fontainebleau..... 37

Culture et divertissement

38

- L'engagement des étrangers et la Grande guerre..... 38
- Le chant des Partisans..... 40
- Le prix de la photographie militaire..... 42
- À lire ! spécial OPEX..... 44



Le Blog de la réserve citoyenne du GMP,

coordonné par le LCL (rc) Frédéric Rignault : [ici](#).



Le site de la Réserve Citoyenne Terre : [ici](#).



Le Service d'infrastructure de la défense (SID)

Que seraient une armée et ses soldats sans les infrastructures nécessaires, pour qu'ils puissent accomplir leurs missions, stocker et entretenir leur matériel, être logés en temps de paix comme en mission, etc. ? C'est à ces questions que l'ingénieur général de première classe, Hervé Foubert, est venu répondre, en donnant une conférence à la Réserve citoyenne du Gouverneur militaire de Paris, le 4 avril 2023. Officier des armes, ayant choisi celle du génie après Saint-Cyr, l'ingénieur général Foubert a saisi l'opportunité d'orienter sa carrière en intégrant le Service d'Infrastructure de la Défense, où il occupe les fonctions de directeur central adjoint.

Par le LTN (rc) Nathalie Musine et le CDT (rc) Thierry Laugier



« Avec l'un des plus vastes domaines immobiliers de l'État, le Service d'Infrastructure de la Défense (SID), est l'expert en matière d'infrastructures et d'énergie du ministère des Armées. Rattaché au Secrétariat général pour l'Administration (SGA), il est le référent ministériel en matière de construction, de maintenance immobilière, de maîtrise de l'énergie non stockée et de gestion administrative et technique du patrimoine ». C'est par ce texte que le SID est présenté sur le site du ministère des Armées.

Un service interarmées

Pour clôturer son intervention, l'ingénieur général Foubert a donné plusieurs exemples des missions et des réalisations du SID, retraçant à dessein celles qui pouvaient être menées pour l'armée de Terre, l'armée de l'Air, ou la Marine. Ainsi, le programme Scorpion permet à l'armée de Terre de se doter de matériels et de véhicules blindés de capacités importantes, qui embarquent des technologies de plus en plus élaborées, et des moyens techniques considérables. Dans ce contexte, les infrastructures ont dû être revues et adaptées dans le cadre d'un programme qui sera en exécution jusqu'en 2028.

La dotation en Rafales de l'armée de l'Air a conduit le SID à intervenir pour construire les infrastructures adaptées aux caractéristiques particulières de cet avion : piste, aire aéronautique, bâtiment de maintenance adapté, centre de formation, bâtiment « simulateur », autant de structures existantes à adapter ou non existantes et à créer dans l'ensemble des bases qui accueillent le Rafale, partout sur le territoire national.

La base navale de Toulon accueille le programme Barracuda, sous-marin nucléaire d'attaque, qui nécessite de grosses transformations, comme à Brest, pour recevoir ces engins, fer de lance de la dissuasion nucléaire. Or, il ne s'agit pas simplement d'adapter les pontons ou quais, mais aussi de pouvoir répondre aux exigences de sûreté nucléaire qui requièrent des moyens de secours, des systèmes de refroidissement, des moyens électriques et de pompage, lesquels doivent pouvoir fonctionner de manière optimale avec des probabilités de défaillance infimes. Dès lors, le SID construit ou adapte les structures, et en l'occurrence, met en place des équipes intégrées avec le Commissariat à l'Énergie atomique (CEA).

Outre les missions sur le territoire national, le SID conçoit et développe les structures utilisées lors des opérations extérieures. L'ingénieur général Foubert a ainsi présenté la base aérienne projetée en Jordanie. Avec des panneaux solaires déployés, un système de gestion du réseau électrique, de batteries pour stocker, dans le but de répondre à des impératifs opérationnels, environnementaux et de confort, des forces déployées.

Un service récent

Le SID est un service interarmées récent, pour avoir été créé il y a 18 ans, en 2005. Les services constructeurs des trois armées (Génie militaire pour l'armée de Terre, Service des travaux maritimes pour la Marine, Service d'infrastructure de l'air pour l'armée de l'Air) ont été réunis sous la même bannière, sous l'égide, dans un premier temps, d'une direction centrale et, aujourd'hui, du Secrétariat général pour l'Administration (lequel est l'équivalent au sein du ministère des Armées du Secrétariat général des autres ministères).

Pour l'essentiel, les armées et leur capacité opérationnelle sont les principaux bénéficiaires du SID, dont les activités profitent, toutefois, à l'ensemble des services du ministère.

Il est aujourd'hui le service référent en matière d'infrastructures et de gestion de l'énergie associée aux infrastructures. Il est chargé de la construction, la restructuration, la gestion et l'entretien du patrimoine immobilier du ministère. Concrètement, il s'agit des bureaux, de l'hébergement, des hôpitaux, de la voirie, des camps d'entraînement, des bases aériennes et navales, des ouvrages maritimes, etc.

Le patrimoine immobilier désarmé s'étend sur 275 000 hectares, soit la surface d'un département français. Il compte 29 millions de mètres carrés de bâti, soit l'équivalent de la surface construite de la ville d'Orléans. Le budget est évidemment conséquent, puisque le plan de commande annuel est de l'ordre de 2,6 milliards d'euros, sans compter l'achat de l'énergie. Ce service permet au ministère des Armées de garder la main sur sa capacité opérationnelle afin de pouvoir garantir la sécurité du pays en tout lieu et en tout temps. C'est pourquoi les armées ont leur propre service, qui assure de disposer des infrastructures et de l'énergie nécessaire à l'exercice de leurs missions.

Pour les mener à bien, le SID regroupe 6 700 personnes, un tiers d'entre elles étant militaires, deux-tiers du personnel civil : ingénieur, architecte, technicien de différents domaines du bâtiment, technicien de la maintenance et de gestion du patrimoine, tels sont quelques-uns des métiers qui sont exercés. Et pour réaliser les 200 000 dépannages annuels qui lui sont demandés, 1 300 ouvriers interviennent en fonction des missions qui leur sont confiées.

Quatre missions principales

Les missions essentielles confiées au SID sont les suivantes :

- ✓ **Participer et remplir un contrat opérationnel au profit des armées** : Pour produire un effet opérationnel, les armées ont besoin d'infrastructures pour les accueillir, les entretenir et les mettre en œuvre. Ainsi, les aviateurs ont-ils coutume de dire que leur outil de combat, c'est la base aérienne. Telle est la mission-clé du SID, qui bénéficie prioritairement à la dissuasion, mais aussi à la posture permanente de sûreté. Il s'agit donc de répondre aux besoins en infrastructure des forces à tout moment et en tous lieux.

- ✓ **Construction et maintenance** : Le SID doit aussi permettre le développement et l'entretien des structures mises à la disposition des forces. C'est pourquoi il pilote les opérations de construction, de rénovation et de maintien en conditions des ouvrages en maîtrisant les coûts et les délais. Dans ce contexte, il répond aux exigences des plans ministériels en matière de remise en état d'infrastructures souhaité par Jean-Yves Le Drian ou à celles du plan hébergement mis en œuvre par Madame Parly, par exemple, mais aussi aux exigences existant en termes d'environnement.

- ✓ **Environnement et énergie** : Maîtriser et optimiser les consommations énergétiques du patrimoine immobilier du ministère et intégrer au projet d'infrastructures les enjeux liés au développement durable sont les missions d'une direction du SID, chargée de l'application des politiques publiques au ministère. Le SID est aussi chargé de l'achat de l'énergie, notamment, du carburant opérationnel, cette mission s'étant très largement complexifiée avec la dérégulation des marchés de l'énergie.

- ✓ **Compétences et expertise** : Le SID doit enfin, dans le cadre de la planification et de la prospective, accompagner le commandement des armées, les directions et les services dans leurs besoins pour déterminer la pertinence des investissements et la faisabilité de ceux-ci, notamment en termes de délais et de coûts. Il s'agit, par ailleurs, d'apporter les compétences techniques, administratives et juridiques pour répondre aux spécificités des infrastructures militaires.

Derrière la projection d'un régiment en OPEX, la mission d'une frégate multi-mission dans le Pacifique, le vol d'un avion de ravitaillement, sont donc développés des structures adaptées, sans lesquelles rien ne serait possible.

De même, le logement du soldat, son hébergement et celui de sa famille, tout aussi essentiels pour l'accomplissement du rôle des armées, sont pris en charge et gérés par un service intégré qu'est, donc, le SID dont l'ingénieur général Foubert a su présenter les différentes facettes, pour démontrer que, s'il est mal connu, il est déterminant dans le fonctionnement militaire.





« *Défendre nos valeurs,
c'est d'abord les respecter* »

Le retrait de l'opération Barkhane

Le 9 mars 2023, le **colonel David Desjardins**, qui a occupé les fonctions de chef d'état-major de l'opération Barkhane du 1er avril au 2 octobre 2022, est venu présenter à la réserve citoyenne du gouverneur militaire de Paris les conditions de son retrait, ordonné par le président de la République. Officier pilote de l'armée de l'Air et de l'Espace, le colonel Desjardins a occupé diverses fonctions, parmi lesquelles celles de commandant d'escadron de transport 1/64 Béarn, et celle de commandant de la base aérienne 105 à Évreux. Il occupe aujourd'hui celles de directeur adjoint du Centre d'Etudes Stratégiques Aérospatiales (CESA).

Par les CDT (rc) Bruno de Laigue et Thierry Laugier

De toute évidence, l'expérience du colonel Desjardins, au titre de l'opération Barkhane, l'a profondément marqué. Au terme de son intervention, il mettait en évidence trois points, dont il est manifeste qu'il souhaitait que son auditoire les retienne : l'extrême souffrance des populations concernées dans les pays où Barkane a œuvré, puisque les habitants connaissent la faim, les exécutions sommaires, la guerre, etc. ; l'instabilité politique chronique avec une corruption endémique de ces États, mais, sur l'aspect opérationnel, le combat auquel il a dû se livrer avec son état-major et ses troupes dans l'espace informationnel, pour que la désinformation ne décrédibilise ni la qualité du travail accompli, ni la France et ses militaires.

Les dates et événements clefs

La guerre de l'Azawad commence en 2012, alors que des Touaregs déclarent l'indépendance de la partie nord du Mali. Dans les rangs des insurgés, certains groupes islamistes se distinguent, d'autres feront même sécession. C'est notamment le cas du groupe Ansar Dine, lequel a fait allégeance à Al-Qaïda. C'est dans ce contexte que l'opération Serval est mise en œuvre, avec trois objectifs : arrêter la progression des groupes armés terroristes, aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté, créer les conditions pour que les résolutions internationales des Nations unies et de l'Union européenne puissent s'appliquer. L'opération Serval est donc déclenchée à la demande des autorités maliennes et par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le succès de cette opération conduit le président de la République en août 2014 à élargir la zone d'opération à des pays voisins du Mali (bande sahélo-saharienne) et à aider les armées locales à prendre en compte la menace djihadiste. Toutefois, en 2015, malgré les accords d'Alger, les attaques terroristes se propagent autour du Mali, principalement au Burkina Faso et au Niger. En janvier 2020, a lieu le sommet de Pau, dans un contexte diplomatique tendu, car le sentiment anti-français se répand. La stratégie de la France est alors de porter un coup très dur aux groupes armés terroristes et de les mettre à la portée des armées locales.



© Thomas Gotsique

Un mitrailleur de l'ALAT avec l'écusson de l'opération Barkhane

© Thomas Goisque



Militaires français et nigériens au fort de Madama, 2014

Toutefois, en août 2020, survient un coup d'État au Mali. Le président Ibrahim Boubacar Keita est destitué et des militaires prennent le pouvoir. Six mois plus tard, par un nouveau coup d'État, ils évincent le Premier ministre civil. En juin 2021, le président de la République considère que les conditions de la coopération avec le Mali ne sont plus réunies. Le chaos s'aggrave avec l'intervention des mercenaires Wagner, il est décidé du retrait de la force Barkhane et de sa réarticulation en dehors du Mali.

« La réarticulation de la force Barkhane hors du Mali, en bon ordre, en sûreté et en sécurité en 6 mois »

Telle est la mission donnée aux militaires français par le président de la République, le 17 février 2022. Or, la zone d'opération de Barkhane est immense, puisque la bande sahélo-saharienne couvre cinq pays dont la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Il s'agit de pays marqués par une instabilité politique chronique, une dégradation drastique des conditions sécuritaires, en sorte qu'il existe un véritable risque d'effondrement de l'état du Mali. La mission Barkhane est ainsi confrontée à trois principaux groupes armés terroristes : la franchise Al Qaïda avec le Groupe de Salut de l'Islam et des Musulmans (GSIM), la franchise de Daech avec l'État Islamique au Sahara (EIS), et Boko Haram. Outre cette situation, il fallait tenir compte de l'existence du dispositif des Nations unies au Mali, qui représente environ 13000 militaires., mais aussi la mission européenne de formation des Maliens. Dans ce contexte, la mission Barkhane a vraiment eu pour volonté de faire pression, en ciblant les responsables de l'endoctrinement, du soutien logistique et du leadership.

Les militaires français ont été confrontés aux rebuffades des autorités maliennes qui exigeaient leur départ – sur pression russe - le lendemain même de l'annonce du président de la République, sans tenir compte des délais fixés. Les diplomates et militaires français se sont alors juridiquement appuyés sur les accords de défense, les conventions internationales, et sur les militaires maliens favorables à la France pour organiser le retrait dans les conditions fixées.

Une opération logistique hors norme

Sortir du Mali ne signifiait pas renvoyer en France tout le matériel entreposé sur place : c'était impossible, coûteux, et une partie du matériel n'était plus exploitable. Une base énorme a été créée à Gao, pour stocker ce matériel, représentant 400 conteneurs et 130 véhicules, mais aussi 2500 personnes, pour les seules bases au nord du Mali.

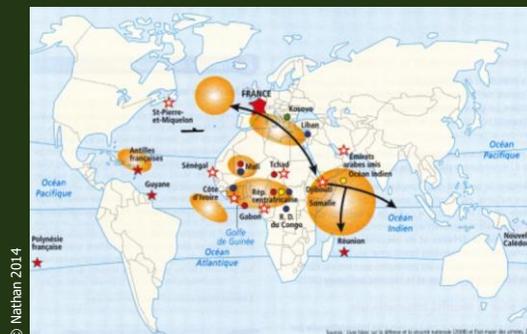
Une base logistique intermédiaire a été créée au sud de Niamey (PK 11), dans le cadre d'une coopération difficile avec le Niger. Alors que les autorités de ce pays sont extrêmement formalistes, les militaires français ont contraint leurs homologues à respecter leur calendrier. Toutefois, les manœuvres de transfert entre Gao et Niamey étaient colossales, chaque convoi routier comprenant 130 véhicules sur 12 km de longueur, et deux jours de trajet. La saison des pluies a en outre rendu encore plus difficiles ces déplacements.

Un pont aérien représentant 12% des transports, a donc été créé, et il s'est avéré essentiel - même si son volume peut paraître faible - notamment pour le transport des munitions, avec l'aide des alliés et partenaires de la France.



© Jérôme Delay / AP

Sous la direction du COL (rc) Georges-Michel Royné



Les OPEX

Il ne s'agit pas ici de revenir sur la totalité des 60 ans d'Opérations extérieures passées (1963-2023) mais d'évoquer, par différentes touches successives, quelques-unes d'entre elles.

Ainsi, ce dossier, dont la densité ne vous échappera pas, se propose de définir ce qu'est une OPEX avant d'illustrer le propos à travers quelques exemples d'OPEX.

Ainsi de la guerre de Corée, conflit précurseur aux Opérations extérieures ou de l'intervention de la France au Tchad. L'implication française au Liban est également abordée dans ce dossier, tout comme celle en ex Yougoslavie ou en Afghanistan.

Le volet humanitaire d'une Opération extérieure sera également évoqué avec l'interview de Florence Prévost, infirmière du Service de Santé des Armées.

Nous élargirons cette question d'OPEX au niveau européen, dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune.

Nous avons également la chance de recevoir le général d'Armée Bernard Barrera, commandant des forces terrestres de l'opération Serval de janvier à mai 2013, qui nous partage son point de vue sur cette opération extérieure d'envergure.

Deux articles concluent ce dossier et permettent de rendre hommage aux soldats morts pour la France sur ces terres lointaines. L'un aborde le plan Hommage et l'autre le monument national OPEX, à travers le témoignage d'un légionnaire ayant servi de modèle à l'un des 6 porteurs de ce monument.

Nous espérons qu'à travers ce dossier, le lecteur se plonge dans l'abondante documentation sur les OPEX afin de mieux connaître les pays et les circonstances où des militaires français donnèrent leur vie pour que l'oubli ne l'emporte.

Bonne lecture !



OPEX / Définition et engagements actuels

On entend par OPEX (opérations extérieures) toutes les interventions militaires de la France hors de ses frontières. Cette terminologie succède à celle des Théâtres d'Opérations extérieures (TOE) usitée jusqu'en 1962.

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné

La caractéristique principale de tous ces engagements est qu'ils sont conduits dans un cadre juridique précis, mandats internationaux (ONU, Forces multinationales, Union européenne) ou d'accords de défense à la demande du pays agressé.

La décision d'engagement des armées est prise par le président de la République en Conseil de défense sur le fondement des prérogatives qu'il tient de l'article 15 de la Constitution du 4 octobre 1958 et de l'article 5-alinéa 2, qui fait de lui le « *garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités* ». Il doit en informer le Parlement dans les 3 jours.

Si l'intervention extérieure se prolonge au-delà de quatre mois, le gouvernement soumet cette prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.

De ce fait, les OPEX entrent dans un cadre légal réglementé. On notera cependant, différence notable importante par rapports aux conflits passés, qu'aujourd'hui, effet de surprise oblige, les conflits actuels ne sont plus précédés d'une déclaration de guerre entre les pays belligérants.

La participation du contingent nécessitant l'accord préalable du Parlement, seules les unités professionnalisées furent engagées jusqu'à la suspension du Service militaire. Depuis, chaque régiment part à tour de rôle selon un calendrier précis.

La reconnaissance du statut d'ancien combattant relatif aux OPEX fut tardive car elle date de 1993. Cette nouveauté juridique a conduit à la création d'associations destinées à défendre les intérêts des soldats de la 4^e génération du feu engagés dans des OPEX.

La France participe actuellement à plusieurs opérations extérieures :

- ✓ Depuis 1978, elle contribue à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). La participation française porte le nom d'**opération Daman**. Elle déploie actuellement 700 soldats au Liban qui arment principalement la Force Commander Reserve (FCR). La FCR travaille en étroite coopération avec les forces armées libanaises pour consolider leur défense. Sa mission est double : c'est une force de réserve qui constitue le principal moyen de réaction, de dissuasion et de coercition dans la zone Sud-Liban.
- ✓ Lancée le 19 septembre 2014, l'**opération Chammal** est le volet français de l'opération internationale Inherent Resolve rassemblant 78 pays et 5 organisations internationales. En partenariat avec le gouvernement irakien et les alliés sur le théâtre, cette opération mobilise 600 soldats qui viennent soutenir les forces armées dans leur lutte contre Daech.
- ✓ L'**opération Lynx** débutée en 2017 vise à rassurer les alliés d'Europe centrale et de l'Est se sentant menacés. Elle met en place une présence avancée renforcée de l'Otan en déployant des contingents militaires en Pologne, Estonie, Lettonie et Lituanie.
- ✓ Dans le cadre du renforcement de la posture défensive et dissuasive de l'Otan, en réponse à la situation en Ukraine, l'armée française a déployé ses troupes sur le flanc Est de l'Europe. En Roumanie, la **mission Aigle** se compose de 500 soldats français déployés depuis le 28 février 2022. Leur mission est de réassurer et renforcer la protection du territoire de ses alliés européens.

Pour autant, chacune des interventions présentent des caractéristiques spécifiques, générant une conduite des opérations différentes et une adaptation constante. Enfin, chacune marque ceux qui y ont participé d'une empreinte spécifique que seuls ces derniers peuvent partager.



Les OPEX selon le GAL (2s) Bernard Barrera

Fils de militaire, Saint-Cyrien de la promotion *Général de Monsabert*, le général Barrera débute sa carrière militaire comme chef de section puis commandant de compagnie au 2^e groupe de chasseurs. Passé au 92^e régiment d'infanterie, il sert en **Bosnie** en 1993, puis au **Kosovo** en 1999. En 2004, il devient chef de corps du 16^e bataillon de chasseurs à pied en Allemagne. Durant ce commandement, il prend part aux opérations *Épervier* et *Dorca* au **Tchad**, et *Licorne* en **Côte d'Ivoire**. Promu général de brigade en 2011, il est nommé commandant de la 3^e brigade légère blindée. De janvier à mai 2013, le général Barrera assure le commandement de la force terrestre de l'opération *Serval* menée au **Mali** pour la libération et la restauration de l'intégrité des territoires nord-maliens tombés sous le contrôle des groupes islamiques. Il poursuit dès lors sa carrière en État-major jusqu'à sa nomination comme major général de l'Armée de terre en 2017 puis inspecteur général.

Général d'armée, il fait ses adieux aux armes en 2020 pour mettre ses compétences au service de l'entreprise Thalès.

Cultivant le bel esprit de camaraderie « diable bleu », le général a accepté bien volontiers de se prêter au petit exercice de l'interview...



Ad honores : *Mon général, comment définiriez-vous une OPEX ?*

GAL Barrera : Il s'agit d'une « opération extérieure » soit l'envoi de forces armées en dehors de la métropole, des départements et régions d'outre-mer, donc vers un pays étranger.

Qui la décide et comment s'organise-t-elle ?

GAL Barrera : Elle est déclenchée sur décision du pouvoir politique et donc du président de la République, avec l'aval du Parlement. Elle peut durer peu de temps, comme plusieurs années. D'ailleurs les dernières OPEX ont été longues, Bosnie, Afghanistan, Irak...

Après l'entrée « en premier », qui concerne la partie militaire, elle doit se terminer par une partie civile et diplomatique – ce qui n'est pas toujours simple... La plus longue est, sauf erreur, l'intervention au Liban, qui a été déclenchée il y a 45 ans.

Propos recueillis par le CDT (rc) Alain Broquet

La partie militaire est organisée ou conduite par le chef d'État-major des armées qui, à travers le centre de planification et de conduite des opérations, le CPCO, dirige de Paris l'opération qui est plus ou moins importante, pouvant inclure des composantes terrestre, aérienne, navale et forces spéciales.

Pouvez-vous nous rappeler ce que fut l'opération SERVAL ?

GAL Barrera : L'opération SERVAL a été déclenchée par le président de la République à la demande du président malien et après une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. L'objectif premier était d'arrêter les colonnes djihadistes venant du Nord et se dirigeant vers le Sud, après conquête de territoires et villes dont Tombouctou. Je commandais à l'époque la 3^e brigade mécanisée en alerte « Guépard », soit destinée à intervenir en premier lieu. C'est dans ce contexte que l'on m'a confié la mission de commander les forces terrestres de l'opération, le commandement interarmées sous la conduite du général de Saint-Quentin comme commandant opératif.





Comment l'avez-vous vécu en tant que commandant des forces terrestres ?

GAL Barrera : Les délais ont été rapides, même très rapides... Son déclenchement a, je pense, surpris tout le monde, personne ne s'attendant à partir sur un si court préavis au Mali. À l'époque, tout le monde pensait plutôt à la Syrie ou à la Centrafrique.

Personnellement, il y avait un an que je préparais ma brigade pour pouvoir répondre à une sollicitation, donc au déclenchement « Guépard » ; je n'ai donc pas été surpris en termes de préparation administrative, opérationnelle et de mentalité des personnels. Ma surprise a plus été la destination, comme je l'ai précédemment indiqué.

Ce fut une course en avant en permanence. Je l'ai personnellement bien vécu parce que c'était une opération qui était taillée pour une grande unité terrestre comme la 3^e brigade mécanisée, composée de plus de 4 000 hommes, d'unités mécanisées donc, mais aussi parachutistes. J'avais un outil totalement adapté à ce que j'avais à faire.

Cela dit, l'opération restait exceptionnelle parce qu'il s'agissait d'une entrée « en premier » sur un théâtre. Mais la mission était claire : libérer un pays et détruire l'ennemi en vue de favoriser le retour à une vie démocratique normale.

Comme je l'ai déjà dit, en tant que militaire, je l'ai bien vécu, même si on a eu chaud, nous étions fatigués, mais étions dans le rythme de cette opération que nous vivions au quotidien avec des pertes ennemies, amies, avec des tensions liées au risque de rupture logistique et, en même temps, aux élongations qui font que l'on n'a pas toujours le contact avec tout le monde...

Cette mission a été une extraordinaire aventure opérationnelle, parce que toutes les opérations ont été menées, et humaine, parce que la brigade, qui était un concentré de l'armée de terre, a montré vraiment la force et la cohésion des fantassins, cavaliers, paras, tringlotes, transmetteurs, logisticiens, etc, en engageant ses opérations sur un très court préavis pour remplir une mission complètement différente de, notamment, l'opération en Afghanistan.

C'est aussi une opération interarmées puisque nous étions en contact permanent avec nos camarades aviateurs, marins et des forces spéciales et des directions et services interarmées (santé, carburant, commissariat...), donc une opération complète.

En tant que chef militaire donc, une opération exceptionnelle humainement très très riche. Si je devais résumer, elle a été l'aboutissement d'une carrière tournée vers les opérations et vers le commandement des hommes. Et, donc, j'ai eu l'impression de mettre à profit, comme tous mes subordonnés, tout ce que nous avons appris jusqu'alors, pour pouvoir réussir cette mission, avec des hauts et des bas, des pertes et des victoires, voilà.



Un souvenir particulièrement marquant ?

GAL Barrera : De fait, des souvenirs douloureux. Ainsi, à chaque fois que j'ai perdu un soldat, l'émotion de me retrouver face au cercueil avec le drapeau français dessus... Le carré des soldats de Gao ou de Tessalit, présents pour saluer leurs camarades avant qu'ils ne retournent en France. On se prend cela en pleine face : la responsabilité de mener des gens au combat et donc, aussi, la perte de soldats, avec toutes les conséquences pour les familles qui, elles, le portent pendant toute leur vie.

Prise en compte de la responsabilité... Là, on la sent pleinement et en même temps, on sent aussi pleinement la cohésion des hommes qui savent que cela fait partie, malheureusement, de l'exercice du métier et qu'il faut continuer à « se serrer les coudes » pour remplir la mission.

Voilà. Après, des souvenirs heureux, j'en ai aussi beaucoup, à commencer par la libération de Tombouctou. Je pense aussi à la prise d'arme que nous avons faite le 8 mai en fin d'opération : j'avais mon bataillon VBCI qui était aligné, qui rentrait d'opérations et à qui j'ai pu remettre les premières [médailles de la] valeur militaire sur le terrain. C'était une vraie satisfaction de chef de pouvoir décorer ces hommes à court préavis sur le théâtre.



J'ai nombre de souvenirs humains avec mes hommes et avec la population... On libérait un pays et, honnêtement, on ne se posait pas de questions sur les raisons de l'opération : c'était, à la fois, la libération de Paris, le Paris-Dakar, des combats très violents, une succession d'images fortes qu'on peut avoir dans l'imaginaire populaire.



Quel regard portez-vous sur l'armée française de demain ?

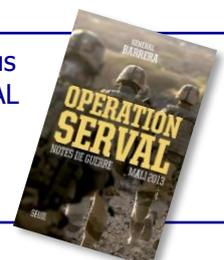
GAL Barrera : L'armée française de demain ? C'est une armée qui devra à la fois remplir des missions de type corps expéditionnaire telle que SERVAL, comme on vient d'en faire pendant pratiquement 30 ans, mais aussi, une armée capable de mener du combat de haute intensité comme nous le rappelle l'actualité et comme l'armée française ne l'a jamais oublié d'ailleurs, puisque c'était, avant tout, son métier premier de pouvoir répondre à la défense du territoire national. C'est, donc, une armée capable de faire ce qu'elle a fait depuis 30 ans au travers des OPEX, et en même temps, de faire ce qu'elle aurait été amenée à faire pendant la guerre froide, mais avec des menaces encore démultipliées, parce qu'on parle désormais des champs immatériels, parce que l'on est dans un monde d'influence et aussi parce que l'on est dans un monde très numérisé. Il nous faut, de fait, des alliances solides, ne pouvant nous permettre de rester dans un contexte franco-français.

C'est une armée qui doit finalement être agile, souple, pour être capable d'intervenir sur différents théâtres, dans différentes configurations. C'est bien pour cela qu'il lui faut les moyens humains et financiers pour se transformer, s'équiper et s'entraîner, qu'il faut redonner de la subsidiarité aux armées et leur faire confiance. Nos hommes se battent pour la France. Un seul but : la Victoire !



Avec le GAL Barrera, Sidi-Brahim 2017, fête des Chasseurs à Vincennes

Nous ne pouvons que vous inviter à lire le récit du GAL Barrera, « Serval », paru aux éditions du Seuil. Passionnant.





Le bataillon français dans la guerre de Corée

A l'aune de la définition des OPEX, la guerre de Corée ne répond pas explicitement à ces critères puisqu'elle débute en 1950 et qu'elle se termine en 1953, donc avant l'officialisation de cette terminologie qui s'applique aux opérations effectuées depuis 1963...

Par le COL (rc) Georges-Michel Royne

... Cependant, au double titre qu'il s'agit du premier engagement de l'Armée française dans un cadre onusien et parce que la secrétaire d'Etat chargée des anciens combattants et de la mémoire, Madame Patricia Miralles, a demandé de faire du souvenir de la guerre de Corée un temps fort de l'année 2023, l'évocation de l'engagement du bataillon français prend tout son sens, préfiguration des OPEX sous mandat onusien qui suivront.

« Au moment où, pour la première fois depuis près de 80 ans, un conflit de haute intensité se déroule à nouveau sur le sol du continent européen, il est indispensable de renforcer les forces morales de notre pays qui sont un élément essentiel de la cohésion de notre Nation. Pour cela, l'entretien et l'enrichissement de la mémoire de la mission des forces françaises durant la guerre de Corée sont des outils précieux »¹

Genèse d'un conflit

Le 15 août 1945, après la capitulation des forces japonaises en Corée, la division de la Corée en deux zones, soviétique et américaines, le long du 38° parallèle est adoptée.

Le 25 juin 1950, la Corée du Nord, communiste, envahit sa voisine.



©Rep. of Korea, Defense Media Agency

Corée, deux soldats français au combat

Le 27 juin 1950, le conseil de sécurité de l'ONU, réuni en urgence, condamne l'agression et appelle ses membres à apporter leur aide à la Corée du Sud.

L'engagement du bataillon français de l'ONU (BF/ONU)

Engagée en Indochine, la France ne peut faire qu'un effort limité et sur insistance explicite et répétée du secrétaire général de l'ONU. Le 25 août 1950 est mis sur pied un bataillon composé, à cette date, essentiellement de volontaires afin de ne pas pénaliser l'armée d'active aux effectifs comptés.

Ce bataillon est destiné à combattre au sein d'une unité américaine, le 23^e Régiment d'infanterie de la 2^e division d'infanterie. De ce fait, il est organisé selon les effectifs et les dotations en usage dans l'armée de terre des États-Unis. Soit un millier d'hommes répartis en une compagnie de commandement du bataillon, une compagnie d'accompagnement et trois compagnies de combat.

Pour le commander, le général Monclar âgé de 59 ans, renonce à ses étoiles pour des galons de lieutenant-colonel. Celui-ci figure parmi les soldats les plus décorés des deux guerres mondiales.

L'arrivée du bataillon en Corée coïncide avec l'intervention chinoise « imposée » par Staline à Mao Zedong qui vient à la rescousse de la Corée du Nord en très grande difficulté devant la première offensive onusienne.

Rapidement, grâce au combat de **Wonju** (janvier 1951) de **Twin Tunnels** et de **Chipyeong-Ni** (février 1951), les combattants français font montre de toute leur valeur au feu et se voient accorder la reconnaissance des troupes américaines.

Au printemps 1951, le BF/ONU s'illustre une nouvelle fois dans la contre-offensive des Nations-unies, notamment à **Inje** (mai 1951).



6·25전쟁에 중령으로
참전했을 당시의 몽클라 장군

Lieutenant Colonel Ralph Montclar,
French Battalion Commander



Monument aux morts français de
Corée, Séoul

GAL Monclar

Cette gloire, justement méritée, éclipse cependant la crise existentielle, largement méconnue, que les hommes du bataillon traversent après un semestre passé en première ligne.

Les pertes très sévères, la lassitude physique (liée à des mois de combats incessants), l'attente sur les lignes de crêtes dans des conditions climatiques extrêmes ainsi que l'éloignement créent, au printemps 1951, une baisse significative du moral des hommes composant le bataillon français.

La reprise de l'offensive chinoise donne lieu à de furieux combats. Le plus symbolique pour les volontaires du bataillon français restant l'assaut et la prise du piton 931, plus connu sous le nom de Crève-cœur. Les premiers assauts sur Crève-cœur, dévastée par les bombardements au napalm, retournée par les obus de l'artillerie américaine, débutent le 15 septembre 1951 et tout de suite, les pertes se révèlent effroyables pour les bataillons américains dont les effectifs fondent après chaque tentative. Le bataillon français est engagé quant à lui à partir du 26 septembre et il revient à la 3e Compagnie de déloger les Nord-Coréens du sommet et des flancs du piton : c'est le début d'une bataille qui va durer quinze jours. Lorsque le bataillon est relevé le 21 octobre, il a perdu 60 des siens et près de 260 ont été blessés, mais Crève-cœur est, grâce aux sacrifices des volontaires français et de leurs compagnons d'armes américains, aux mains des troupes des Nations-unies.

Le bataillon français participe encore aux combats **d'Arrowhead** en octobre 1952 et résiste aux assauts de l'armée chinoise. Il subira ensuite des bombardements répétés de l'artillerie chinoise et des attaques localisées.

L'armistice de Panmunjom du 27 juillet 1953 met « fin » à la guerre de Corée opposant le Nord communiste soutenu par la Chine au Sud soutenu par l'Organisation des Nations Unies. Officiellement donc, Corée du Nord et Corée du Sud demeurent en état de guerre. Le front se fige à hauteur du 38° parallèle.

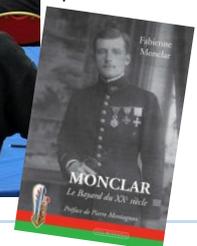
La conduite du bataillon français fut exemplaire, malgré un milieu géographique difficile car constitué de moyennes montagnes et de crêtes effilées avec des températures excessives. Le renom de ce bataillon est aujourd'hui inscrit sur son emblème qui arbore notamment, et de façon unique dans l'histoire de l'Armée française, 3 citations présidentielles américaines et 2 citations présidentielles coréennes.

Sur les quelque 3 400 Français qui combattirent au total au sein du BF/ONU², 269 trouvèrent la mort et plus d'un millier furent blessés. Dans le cimetière militaire des Nations Unies de Pusan, au sein du carré français devant lequel a été érigé un monument en granit noir, 44 tombes individuelles où reposent des soldats français ; de plus, sur le mur du souvenir figurent le nom de tous les soldats de l'ONU morts pendant le conflit.

La guerre de Corée fut un conflit de très haute intensité, préfiguration de ce que pourrait être les conflits futurs.



CDT (rc) Alain Broquet et
Mme **Fabienne Monclar**,
filles du général, à laquelle
nous devons la publication
du remarquable journal de
marche de son père, paru
en 2015 aux éditions **Via
Romana**, toujours
disponible [ici](#).
Fabienne nous a hélas
quittés en 2017.



¹ Extrait de la tribune de Madame Patricia Miralles, secrétaire d'Etat chargée des anciens combattants et de la mémoire in « Les chemins de la mémoire N° 282, printemps 2023 »

² Le 25 octobre 1953, les survivants embarquent pour l'Indochine pour former le Groupe mobile 100 qui participa, entre autres, aux tentatives de rupture d'encerclement du camp retranché de Dien Bien Phu par le Vietminh et y subit de très lourdes pertes.

La France en guerre au Tchad, 1969- 1972



Une opération limitée et mal anticipée.

Les moyens à la disposition du délégué militaire au Tchad (DMT) pour manœuvrer sont au bout du compte très faibles au regard de l'ampleur du théâtre. Au maximum de l'engagement, il y aura un soldat français au sol pour 1 000 km² et 2 000 habitants, et surtout pour 2 ou 3 combattants rebelles. On se trouve donc très loin des abaques classiques de la contre-insurrection qui réclament une grande densité de forces par rapport à la population (1 soldat pour 20 habitants pendant la guerre d'Algérie) et un rapport de forces très favorable contre l'ennemi.

Cette limitation en volume, à peine 0,5 % du potentiel militaire français, est le résultat de deux contraintes.

La première est l'obligation de ne pas engager de soldats appelés. La France n'a plus engagé de conscrits en opération extérieure depuis le désastre de l'expédition de Madagascar en 1895 et la mort par maladie de plus de 5 000 d'entre eux (la guerre en Algérie n'a pas été considérée comme opération extérieure). Or, après la guerre d'Algérie, les troupes professionnelles ont été réduites au strict minimum dans le cadre de forces d'intervention destinées à des actions très limitées et ponctuelles.

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné

Le système des Volontaires service long Outre-mer (VSLOM), des appelés acceptant de servir quelques mois au-delà de « la durée légale de service » avait bien été imaginé pour fournir, malgré tout, les effectifs nécessaires pour l'engagement hors de métropole, en particulier dans les bases africaines. Les VSLOM étaient donc susceptibles d'être engagés au combat en Afrique, certains l'ont d'ailleurs été notamment lors de l'intervention de la Compagnie parachutiste d'infanterie de marine (CPiMa) pour libérer le Président M'Ba au Gabon en février 1964 ou même le 6 septembre 1968 dans le BET. On décide néanmoins de les retirer du théâtre tchadien et de les remplacer par des professionnels. Les VSLOM qui sont relevés à la CPiMa ayant souvent plus d'expérience que les jeunes engagés qui les remplacent, cette décision ne relève pas de considérations techniques mais de la recherche de la moindre sensibilité politique.

Cette opération se veut en effet la plus discrète possible, deuxième contrainte, et on considère en effet que la mort d'un professionnel aura moins d'effet sur l'opinion que celle d'un appelé, fût-il volontaire. Les marges de l'engagement resteront donc limitées aux seules forces professionnelles, quitte à recruter en cours d'action pour renforcer le corps expéditionnaire, ce qui prendra nécessairement du temps et restera de toute façon limité.

Mais le combat a désormais changé de dimension. Les bandes rebelles ne sont pas détruites et le FROLINAT bénéficie toujours d'un soutien libyen important.

Les forces franco-tchadiennes parviennent cependant à ouvrir des itinéraires à la circulation et démontrent qu'aucune zone n'est hors d'atteinte de leur action. Parallèlement, l'intervention française a d'ores et déjà permis de rétablir l'autorité de l'État tchadien.

L'EMFT est dissous et la présence française se réduit progressivement. Cependant, le désengagement en août 1972 ne sera que provisoire.

La France reviendra au Tchad, dans le cadre de nouvelles interventions...



Ceux du Liban

Parmi toutes les OPEX depuis la fin de la guerre d'Algérie, la mission au Liban des troupes françaises est la plus ancienne, mais aussi, malheureusement, celle qui a été humainement la plus destructrice (141 soldats tués sur les 647 morts en OPEX depuis 1963).

Par le LCL (rc) Etienne Dufour



C'est dès 1860 que l'armée française participe à la sécurité du peuple libanais. A partir de 1920, après le démantèlement de l'empire ottoman, la France est investie par la Société des Nations (SDN) d'un mandat de protectorat au Levant (c'est-à-dire le Liban et la Syrie).

Après la prospérité économique d'une société multiconfessionnelle entre la Seconde guerre mondiale et le début des années 70 (on comparait alors le Liban à une « Suisse du Moyen-Orient »), la situation libanaise va se détériorer à partir de 1968.

En effet, les Palestiniens sont nombreux à se réfugier au Liban à l'issue des conflits israélo-arabes, notamment dans les camps de la Bekaa et du Sud Liban qui deviendront des bases d'entraînement pour les Fédérés organisant des raids militaires contre Israël.

Celui-ci ripostera de plus en plus violemment créant ainsi des dissensions entre Libanais conservateurs (chrétiens maronites), prônant un contrôle rigoureux des Palestiniens par le gouvernement, et Libanais progressistes (chiites et druzes), favorables à la cause palestinienne.

Le 13 avril 1975, un accrochage entre combattants chrétiens et palestiniens fait 27 morts chez ces derniers, mettant ainsi le « feu aux poudres » et embrasant le pays.

Dès lors, les conflits vont se succéder : ainsi de 1975 à 1976, la guerre civile va engendrer une partition de Beyrouth en deux parties : Beyrouth Ouest, musulmane, et Beyrouth Est, chrétienne.

En 1976, la Ligue Arabe envoie la Force arabe de Dissuasion, composée essentiellement d'éléments syriens. La guerre civile prend officiellement fin en octobre 76. Mais, quelques mois après, surgissent des affrontements entre l'OLP et les soldats syriens ; la Syrie envahit le Liban.

Sur cette même période, au Sud Liban, la guerre est vive entre l'OLP et Israël. Le 11 mars 1978, après une prise d'otage à Tel-Aviv, Israël envahit le sud Liban avec 30.000 hommes.

Cet acte entraînera le vote de la résolution de l'ONU créant la FINUL (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban) le 19 mars 1978. Les troupes françaises (3e RPIMA, sous les ordres du colonel Salvan, grièvement blessé quelques mois plus tard, renforcé d'un escadron du RICM et d'une compagnie du 17e RGP) débarqueront alors à Beyrouth et rejoindront Tyr et le Sud Liban. Dès les premiers mois, l'interposition de cette force entre palestiniens et l'ALS (Armée du Liban Sud, soutenue par Israël) conduit à différentes actions contre le contingent français -qui comptera ses premières victimes dès mai 1978.



En 1982, nouvelle offensive d'Israël a travers l'opération « Paix en Galilée » qui la conduira jusqu'aux abords de Beyrouth ; Tsahal occupera alors le Sud Liban, jusqu'en 1985.

Pour permettre l'évacuation des Fédayins palestiniens, piégés à Beyrouth, puis pour restaurer la souveraineté de l'État Libanais, une Force Multinationale d'Interposition, comprenant 800 Français (opération Épaulard), 800 Américains et 400 Italiens, est créée à Beyrouth. Sa mission se déroulera alors d'août à mi-septembre 1982, jusqu'à ce que les Palestiniens soient évacués.

La situation dégénère quelques jours après le départ de la FMI : le président libanais, le chrétien Béchir Gemayel est assassiné. En représailles, auront lieu les massacres de Sabraa et Chatilaa (camps Palestiniens).

Une nouvelle force multinationale est alors envoyée fin septembre de la même année pour s'interposer : la FMSB (Force Multinationale de Sécurité à Beyrouth) forte de 4 000 hommes, dont 1 130 Français (opération Diodon). C'est dans ce cadre qu'aura lieu le terrible attentat du Drakkar, entraînant la mort simultanée de 58 de nos paras (1er et 9e RCP), le 23 octobre 1983, quelques semaines après un attentat faisant sept morts au sein du 17e RGP. La FMSB quittera Beyrouth en mars 1984.

Durant ces temps troublés (pour mémoire, neuf Français pris otages au Liban, attentats en France, etc.), la FINUL poursuit sa mission d'interposition au Sud Liban avec près de 800 hommes répartis entre un bataillon français sur Zone (Frenchbatt.) et un détachement du 420e DSL, assurant la logistique et les opérations de déminage. Le contingent français sera régulièrement la cible d'attaques et d'attentats (trois tués en 1985, cinq en 1986, ...). La FINUL se verra attribuer, en septembre 1988, le Prix Nobel de la Paix pour son action.



En parallèle de ces principales missions de la FINUL, du FMI et du FMSB, la France participera à des missions d'observations de l'ONU (Casques Blancs) : l'ONUST – Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve -, de 1954 à 1986, où deux Français seront tués, et la DETOBS – Détachement d'observateurs français- (1984 à 1986) dont le but est de contrôler le cessez le feu, verra sept de ses membres assassinés.

En novembre 1986, après la nouvelle perte de deux soldats au Frenchbatt, celui-ci quitte le Sud Liban et le 420e DSL réduit sa taille. La participation française au sein de la FINUL continuera à décroître, pour atteindre un plancher de 200 hommes en 2005.

En septembre 2006, la mise en place de la nouvelle FINUL, faisant suite à la résolution 1701 adoptée pour mettre un terme au conflit de l'été 2006 avec Israël, porte les effectifs français à 1 650 hommes dans le cadre de l'opération « Daman ». Actuellement, la France fournit à la FINUL l'ossature de la FCR (Force Commander Reserve – Force d'Action Rapide). Ses effectifs sont aujourd'hui d'environ 700 militaires au Liban.



Bibliographie :

- ✓ *La présence militaire française au Liban (1978 - 2014) - Axel Rappolt*
- ✓ *Liban 1978 - Colonel Salvan*
- ✓ *1975/1990 : regards sur le Liban - Les soldats français dans la guerre - Xavier Baron*
- ✓ *Les Paras sacrifiés – Beyrouth 1983-1984 - Frédéric Pons*
- ✓ *Les Casques bleus français - Frédéric Pons*
- ✓ *Les détachements français au Liban - Patrick Remm*
- ✓ *Toi mon fils, mort au Liban - Roland Colin*



Une promotion d'E.O.R. 83/10 porte le nom « Ceux du Liban » et a créé ce très beau chant

« Ceux du Liban »

Dans la boue, les sillons, sous le ciel gris nous marchons.
Malgré la fatigue et la pluie, malgré la famine et l'ennui.
Nous veillons et nous attendons que pour nous gronde le canon.
Si demain il nous appelait, nous partirions sans un regret.



La France pleure ses enfants, tombés là-bas au Levant
Nous garderons leur souvenir, comme eux nous voulons bien servir.
Nos anciens du Liban, nous précèdent en avant,
Vivant pour le même horizon, pour la France, nous servirons.

Sous le soleil brûlant, montaient nos rires et nos chants.
Notre sourire était la paix pour tous ces enfants qui souffraient
Sur nous des orages d'acier, sur terre se sont déchaînés
Pour que sous un ciel bas et noir, à jamais meurt tout espoir.

La France pleure ses enfants, tombés là-bas au Levant
Nous garderons leur souvenir, comme eux nous voulons bien servir.
Nos anciens du Liban, nous précèdent en avant,
Vivant pour le même horizon, pour la France, nous servirons.





Florence Prévost « Je ne regrette rien ! »

Une opération extérieure (OPEX) mobilise des hommes et des femmes et nécessite de disposer de matériel pour accomplir la mission confiée. Il est aussi important pour les troupes d'avoir à disposition des équipes médicales de choc. Nous avons rencontré Florence Prévost, infirmière qui a vécu plusieurs OPEX. Un beau témoignage.

Interviewe menée par le LTN (rc) Nathalie Musine



Ad Honores : *Quel est votre parcours ? Rejoindre le Service de Santé des Armées était-il une volonté de votre part dès le début de vos études ?*

Florence Prévost : De nature timide et réservée, rien ne me prédestinait à une carrière militaire. Arrivée en 3^e, sous l'impulsion de ma grande sœur, j'ai choisi le métier d'infirmière. J'opte pour une école prépa de 2 ans dans une école privée en Haute-Saône, dirigée par des Sœurs, plutôt que le BAC, non encore obligatoire. À la sortie de ces études, je suis admise à l'école d'infirmières de Dijon. En seconde année, je fais un stage au bloc opératoire. Je suis fascinée par l'anesthésie. Mon destin bascule, je serai infirmière anesthésiste. Lors d'un stage en dernière année, je rencontre une ancienne infirmière militaire qui, devant ma détermination, me conseille de poursuivre mes études d'anesthésie à l'école très réputée du Val-de-Grâce.

En mars 1981, c'est mon 1^{er} engagement à l'Hôpital Sédillot à Nancy, en médecine et aux Urgences. Puis, j'obtiens une mutation sur ma demande à l'hôpital Percy à Clamart en 1984, au Centre de traitement des Grands Brûlés. C'est un service très éprouvant, physiquement (travail de 12H00, alternance des jours et des nuits, température constante à 30°-35°) et mentalement. On se forge un caractère au contact de ces patients atteints dans leur chair. Le service a fait face à un afflux de blessés brûlés et polytraumatisés à la suite d'une vague d'attentats à Paris en 1985 et 1986.

Après ma réussite au concours d'entrée à l'école d'infirmière anesthésiste, j'intègre l'école du Val-de-Grâce en 1986. En 1988, diplôme en poche, je rejoins l'hôpital Legouest à Metz. Je profite de ce poste, pour passer un diplôme de médecine de catastrophe, et rejoindre l'équipe d'enseignants du CITERA (Centre d'Instruction des Techniques Élémentaires de Réanimation de l'Avant), formation spécifique dédiée au personnel médical partant en mission.

J'ai également encadré des formations initiales à Metz pour les jeunes infirmières qui s'engagent. Je suis intervenue dans les écoles d'infirmières et j'ai participé au forum SSA. En 1996, je suis mutée à l'hôpital Desgenettes à Lyon, où je continue l'enseignement au CITERA. Je fais un stage à Toulon en juin 2006, au CTBRC (Centre de Traitement des Blessés Radio Contaminés), axé sur l'optimisation de la prise en charge, par les personnels paramédicaux du SSA, des blessés irradiés ou radio contaminés. Dans la foulée, je suis mutée à l'hôpital Robert Picqué à Villenave d'Ornon où je termine ma carrière en 2016. J'intègre la réserve pour 3 ans et fais des remplacements à l'hôpital pendant les congés scolaires pour pallier le manque de personnel.



Rwanda 1994 - avec la petite Uwera



Rwanda 1994

Quelle a été votre expérience en opérations extérieures ?

Florence Prévost : En avril 1994, je remplace un collègue dans une ACA (Antenne Chirurgicale Aérotransportée). Nous partons pour ma 1ère mission : 18 jours à Sarajevo.

En août 1994, toujours avec l'ACA, nous rejoignons le Rwanda, remplacer une ACP (Antenne Chirurgicale Parachutable), pour 1 mois et demi. L'équipe précédente, épuisée, a accompli un travail extraordinaire en jugulant l'épidémie de choléra et en soignant aussi l'afflux de blessés. Nous avons pris la suite sous des températures extrêmes (35° la journée, 6° la nuit). Les légionnaires assuraient notre sécurité. Les blessés par arme blanche (couteau, machette...), armes à feu, grenades... étaient rapidement pris en charge au bloc et confiés, ensuite, en post-opératoire à l'équipe médicale. Nous collaborions avec les ONG, notamment la Croix-Rouge. Nous devons faire face, également, aux maladies infectieuses (tuberculose, méningite, tétanos et SIDA). C'était hallucinant de voir ces blessés arriver de toute part. Être immergé en plein cœur de la misère humaine ne laisse pas indifférent. Notre seul but était de soigner le maximum de blessés et de ne pas faillir lorsque l'un d'eux ne survivait pas, mais de penser aux autres. Des interventions « plus classiques » peuvent faire figure d'anecdote, comme ce légionnaire, de près de 2m, opéré d'une appendicectomie et qui, 3 jours après l'intervention, reprenait ses tours de garde ! Tout comme cette jeune femme allemande, victime d'une chute, dans le coma, opérée d'un hématome extradural.

Sarajevo 1995



Rwanda 1994 - nous avons soigné un petit brûlé de 2 ans

En 1995, c'est le retour à Sarajevo pour 3 mois et demi, cette fois-ci avec un GMC (Groupement Médico-Chirurgical). Le logement est spartiate, nous avons des rations en guise de repas. Les journées s'étiraient en longueur, rythmées par les urgences quotidiennes de blessés militaires de toutes nationalités, mais aussi de civils bosniaques pris pour cible par des snipers jugeant amusant de tirer sur des êtres humains comme au ball-trap ! Dans ce contexte particulier, les personnalités se révèlent, laissant apparaître leur vrai caractère. Il n'y a pas d'échappatoire. L'enfermement, la promiscuité, la routine (travailler, manger, dormir), sans aucune activité physique, entraînent des comportements divers et variés : le stress, la peur, l'égoïsme, le repli sur soi, mais aussi l'exact contraire : le calme, la générosité, l'esprit d'équipe, une joie de vivre très communicative. La visite de Jane Birkin, personnalité très sympathique, a apporté un peu de fraîcheur dans cet univers clos. Il faut souligner la présence d'un psychiatre à nos côtés. Après la période du Rwanda où de nombreux personnels ont subi un choc traumatique eu égard aux événements, la présence d'un psychiatre s'est imposée par la suite dans toutes les missions.



En 1998, j'ai passé deux mois à Mostar dans un logement en Corimec. Le bloc opératoire et de réanimation était un shelter, l'hospitalisation se faisait sous tente. L'équipe du bloc est allée travailler deux jours par semaine dans les hôpitaux civils, à la rencontre des chirurgiens et médecins anesthésistes bosniaques avec qui nous avons créé de solides relations d'amitié. C'est à partir de cette date que la préparation pour les OPEX, concernant le personnel affecté en hôpital, s'est intensifiée. Avant cette date, la formation était succincte : nous apprenions quelques éléments sur le contexte géopolitique, nous avions une présentation des armes de guerre, une formation sur la sécurité et sur le comportement à avoir vis-à-vis de la population. Une préparation spécifique sur plusieurs semaines a ensuite été mise en place : maniement des armes (PA, FAMAS), prise en charge d'un afflux de blessés, soldats grimés, avec une ambiance « recrée » (hélicoptère, tir).

En 2001 et 2005, je pars à Djibouti pendant 4 mois et demi. Il s'agit essentiellement de la prise en charge de la population. Les interventions, la plupart du temps, sont spécifiques au pays : une petite fille de 10 ans mordue au visage par une hyène, des morsures de serpent, des piqûres de raie, mais également des accouchements par césarienne, souvent en urgence...

En 2003 et 2008 je passe deux mois au Kosovo.



Kosovo 2003

Nous travaillons dans les mêmes conditions de sécurité qu'en France, avec du matériel performant. La machine que vous voyez à gauche du scope permet de récupérer le sang au niveau du champ opératoire. Celui-ci est traité par la machine et restitué directement au patient.

En 2009, c'est ma première mission en Afghanistan pendant deux mois, au Sud de Kaboul. En guise de "bienvenue", une roquette tombe à l'entrée du camp à 500 m de l'hôpital... Nous prenons rapidement en charge un blessé grave, transféré, le soir même, en France par Falcon. La vie est rythmée par les urgences et les interventions programmées, en coopération avec une anesthésiste allemande et un anesthésiste bulgare. Nous encadrons également des élèves infirmiers anesthésistes afghans. Nous avons eu la visite de l'acteur Gérard Darmon, qui s'intéresse à notre travail et qui a passé du temps avec nous.

Fin 2009, je passe quatre mois et demi au Tchad avec une ACA.

Enfin, en 2013, pour ma dernière mission, nous partons à nouveau trois mois et demi en Afghanistan. L'hôpital français est basé à l'aéroport de Kaboul. Les trois premières semaines sont éprouvantes ; nous avons juste le temps de poser nos sacs et nous enchaînons sur un rythme effréné en accueillant des blessés qui arrivent pratiquement en continu. Nous travaillons avec des chirurgiens et des infirmières bulgares et tchèques et un chirurgien ophtalmologiste écossais. Toutes les spécialités sont représentées : ORL, ophtalmologie, neurochirurgie, orthopédie, chirurgie viscérale, mais aussi la radiologie (scanner) et aussi un kinésithérapeute, pour faire face à tous types de blessures. En tant qu'infirmière anesthésiste, mon rôle, en plus du travail au bloc avec mes collègues, était de surveiller les patients en salle de réveil, de renforcer l'équipe de réanimation en cas de besoin et de monter des gardes au déchochage. Étant la plus ancienne dans ma spécialité, j'avais aussi un rôle de référente, ce qui m'a amenée à encadrer les infirmiers bulgares et tchèques, le niveau d'études n'étant pas le même qu'en France (moins de responsabilités, comme transfuser un patient).

À partir des OPEX en Afghanistan, un sas de « décompression » a été mis en place. À la fin de la mission, nous sommes partis trois jours à Chypre, pour reprendre contact avec une vie normale et faciliter le retour dans nos foyers respectifs : logement à deux dans une grande chambre, séance de relaxation, massage, discussions en petit groupe, visite guidée de la ville, sport, alimentation équilibrée. Cette pause bienfaitrice nous a permis de prendre le temps, de ne plus être constamment en alerte.

Quelques mots sur votre ressenti personnel par rapport à ce vécu ?

Florence Prévost : J'ai eu la chance d'exercer mon métier dans des conditions hors norme. Je ne voulais pas rester dans le même service toute ma carrière et devenir une infirmière blasée et acariâtre, car je savais que cela ne me correspondait pas. L'Armée m'a donné, dans un premier temps, l'opportunité de changer plusieurs fois d'affectation (six mutations en métropole). Puis, il y a eu les OPEX en tant qu'infirmière anesthésiste. Cette adaptation constante m'a permis de garder une compétence tout au long de ma carrière. La rencontre avec des personnes de cultures différentes, le travail avec des collègues venus des quatre coins de la France ou d'autres pays, dans des conditions dégradées, sont très enrichissants. Après de telles expériences, la vie est regardée sous un autre angle.

Quel(s) conseils donneriez-vous à des jeunes infirmières qui hésiteraient à aller vers le Service de Santé des Armées ? Qu'est-ce qui, selon vous, fait la valeur ajoutée par rapport à un cursus non militaire ?

Florence Prévost : Il faut être motivée par son métier et avoir une grande capacité d'adaptation (travailler en situation dégradée, vivre en vase clos pendant des mois avec les mêmes personnes). Mais aussi, avoir de l'empathie sans pour autant vouloir « sauver le monde ». Pour surmonter le rythme parfois très intense, il faut avoir une excellente condition physique et un mental fort. Il faut aussi avoir envie d'exercer son métier d'une façon moins classique, et bien sûr, trouver un équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

Les infirmières militaires ont plus de responsabilités que dans le civil, elles sont plus polyvalentes. Le travail en équipe n'est pas un vain mot. Le matériel médical est extrêmement performant. Les soldats nous disaient souvent qu'ils se sentaient en sécurité par le simple fait de notre présence. Leur confiance était tout acquise au Service de Santé. Toute une logistique impressionnante et efficace se met en place lorsque l'Armée investit un théâtre d'opération. L'Armée nous inculque des valeurs très fortes de respect, de persévérance, de solidarité.

Quelle est votre vie aujourd'hui ? Pensez-vous encore à tout ce que vous avez vécu en OPEX et si oui, comment l'appréhendez-vous aujourd'hui ?

Florence Prévost : Le sport a toujours fait partie de ma vie depuis l'adolescence. J'ai pratiqué la course à pied en compétition pendant presque trente ans. Maintenant, je me suis tournée vers des sports plus calmes : planche à rame (paddle stand up), tennis de table, vélo. Puis j'ai réalisé mon rêve : apprendre à jouer de la clarinette, activité qui demande un entraînement quotidien, régulier, et prend par conséquent du temps, ce qui était incompatible avec mon métier qui requerrait des horaires élastiques.

J'ai commencé l'apprentissage de l'allemand, habitant Mulhouse, ville frontière avec l'Allemagne.

Avec mon mari, nous faisons, également, beaucoup de sorties culturelles et nous aimons voyager. La lecture est aussi l'un de mes passe-temps favori.

Je suis toujours en contact avec des anciennes collègues, et je reste informée de l'actualité militaire via les réseaux sociaux et...la mutuelle Unéo.

Quand je pense à ma carrière dans le Service de Santé des Armées, je mesure la chance d'avoir pu exercer mon métier dans des conditions exceptionnelles, où la passion ne m'a jamais quittée. Je pense à toutes ces personnes rencontrées aussi bien en France que dans les pays en guerre qui ont enrichi mes journées.

Je reste extrêmement fière d'avoir fait partie de cette grande famille qu'est le Service de Santé. Si c'était à refaire, je signerais tout de suite.



Interventions en ex-Yougoslavie (1991-2001)

Par le LCL (rc) Etienne Dufour



Iconographie de l'article :
Les Casques bleus français – Frédéric Pons

La République fédérative socialiste de Yougoslavie était un État fédéral composé de six Républiques :

- ✓ Bosnie-Herzégovine (capitale Sarajevo) ;
- ✓ Croatie (capitale Zagreb) ;
- ✓ Macédoine (capitale Skopje) ;
- ✓ Monténégro (capitale Titograd, redevenue aujourd'hui Podgorica) ;
- ✓ Serbie (capitale Belgrade) ;
- ✓ Slovénie (capitale Ljubljana).

En 1980, à la suite de la mort de Tito (dirigeant communiste charismatique qui avait su fédérer, après la Seconde Guerre mondiale, différents peuples de ces Balkans du sud, carrefour de civilisations et de confrontations depuis l'Antiquité) certaines républiques exigeaient plus d'autonomie alors que d'autres tenaient à l'unité fédérale.

La guerre civile yougoslave débute en 1991 en Slovénie et gagne ensuite la Croatie, puis la Bosnie-Herzégovine. Le conflit se solde par l'éclatement de la Yougoslavie et l'indépendance de plusieurs pays dont la Croatie, la Slovénie, le Kosovo, ainsi que la Bosnie-Herzégovine.

Les guerres de Yougoslavie se sont déroulées entre le 31 mars 1991 et le 12 novembre 2001. En effet, on distingue six grands conflits durant cette période, dont la guerre des Dix Jours, la guerre de Bosnie ou encore l'insurrection en République de Macédoine. Les accords de paix successifs qui en découlent, intègrent la reconnaissance internationale de la création de nouveaux États. La Paix demeure cependant fragile sur certains territoires, comme le prouvent les récentes tensions au Kosovo où séjournent toujours les forces de l'OTAN.

La poudrière des Balkans de 1914 revient sur le devant de la scène et la communauté internationale décide alors d'agir. Le mandat de la Force de Protection des Nations Unies (FORPRONU), initialement prévu pour veiller à la protection des zones démilitarisées en Croatie, s'étend progressivement à d'autres zones du conflit.

La FORPRONU représente 22 000 hommes en 1993 et près de 40 000 en mars 1994, avec 40 bataillons de différentes nationalités dont quatre français, deux canadiens, un britannique et un belge, considérés comme les plus « actifs ».

En juillet 1992, la France s'engage, sous mandat de l'ONU, sur un théâtre d'opérations se situant à une heure et demie d'avion de la métropole.

Les opérations successives vont donner naissance à une "génération Balkans" dans l'Armée française, plus particulièrement dans les rangs de l'armée de Terre. Les 14 formations militaires françaises dépêchées dans les Balkans en 1992 ne constituent que le maillon initial d'une longue chaîne de plusieurs milliers d'hommes et de femmes d'unités d'élite des trois Armées, de la Gendarmerie et du Service de Santé qui, de six mois en six mois, se relaient pour servir dans l'ex-Yougoslavie.



Parmi eux, nombre d'appelés volontaires porteront le casque bleu. En 1994, la participation française sera portée à 6 200 hommes, répartis en 10 garnisons basées dans 3 pays : Zagreb et Split en Croatie libre; Glina, Bihac, Gracac et Knin en Croatie sous occupation militaire; Sarajevo, Kiseljack et Kakanj en Bosnie orientale. De plus, une vingtaine de gendarmes veilleront au respect de l'embargo depuis Calafat en Roumanie.

Les actions des forces françaises ont, sans aucun doute, permis de sauver la vie de nombreux civils, notamment à Sarajevo, mais leurs actions étaient souvent entravées par les contraintes de leur mandat onusien, qui les mettait parfois en position « inconfortable », les empêchant d'agir de façon efficace, ce qui leur sera parfois reproché par les populations civiles ou les parties belligérantes qui auraient souhaité les voir prendre parti pour l'une ou l'autre des factions. Cette situation sera dénoncée en plus haut lieu, notamment par le général Cot, commandant en chef de la FORPRONU qui, à la demande du siège de l'ONU, sera rappelé par Paris avant le terme de son mandat.

L'Armée française assura ainsi durant 8 mandats de 6 mois chacun, notamment la garde de l'aéroport par où transitait l'aide humanitaire de cette ville assiégée par les troupes serbes et sur des zones revendiquées par les différents belligérants.

Ceux qui ont connu cette époque gardent en mémoire les images de cette ville, siège des Jeux Olympiques d'hiver moins de 10 ans auparavant, en 1984, détruite par les bombardements, les snipers qui tiraient sur la population civile, et parfois sur les Casques bleus qui la protégeaient dans les points de passage par la mise en place de conteneurs ou en l'accompagnant à côté des véhicules de l'avant blindés (VAB). Lors de cette période, le monde entier assistera, horrifié, au massacre de 68 civils sur le marché de Sarajevo à la suite de tirs de mortiers.

A titre d'exemple, le bataillon d'infanterie N°2 (BAT INF 2), dédié à Sarajevo et à la piste du Mont Igman, verra se succéder les cavaliers du régiment d'infanterie char et marine (RICM), les Marsouins du 2e régiment d'infanterie de marine (RIMA), les sapeurs du 6e régiment du génie (RG), puis le 2e régiment étranger de parachutiste (REP), suivi du 9e régiment de chasseurs parachutistes (RCP), puis à nouveau des légionnaires du 1er régiment étranger de cavalerie (REC). Durant cette période, ce sont plus de 300 convois humanitaires escortés.

On retiendra aussi l'action du général Morillon, à la tête des Casques Bleus de Bosnie, qui, en mars 1993, à Srebrenica, enclave musulmane assiégée au sein de la Bosnie, va tenir tête aux troupes serbes et empêcher une nouvelle épuration ethnique. Il y gagnera le surnom de « Général Courage »

Il faut noter également, au cours de ce conflit, la dernière charge « baïonnette au canon » de l'Armée française, le 27 mai 1995, par une compagnie du 3e RIMA, afin de libérer des otages et la position de la FORPRONU du pont de Vrbanja. Au cours de cet assaut, deux Marsouins furent tués et 17 blessés, dont le lieutenant Bruno Heluin qui dirigeait l'opération. L'OTAN ne prendra le relais des forces de l'ONU que début 1996, après les accords de Dayton qui entérinent la situation en Bosnie Herzégovine, mais après le massacre de 8000 bosniaques par les Serbes de Mladic en juillet 1995 et « enfin » les premières frappes aériennes de l'OTAN. Les Français seront 10 000 au sein de l'International Fellowship of Reconciliation (IFOR).

Première opération extérieure d'envergure après la guerre du Golfe, elle a coûté la vie à 114 militaires français, dont 79 "Morts pour la France" et plus de 700 blessés.

Ce sont, après les OPEX au Liban et au Tchad, les opérations les plus meurtrières qu'ait connues l'Armée française depuis la fin de la Guerre d'Algérie.





Mission humanitaire en Bosnie

Le colonel Joël Kaigre (ER) a effectué toute sa carrière militaire dans l'arme du génie. En 1999, il a fondé Hamap-Humanitaire, une ONG (Organisation Non Gouvernementale) qui travaille en maîtrise d'ouvrage pour le déminage, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'éducation et la santé. En liaison avec le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Armées et de nombreux donateurs privés, Hamap-Humanitaire soutient des millions de personnes en Afrique, en Asie, au Proche-Orient et dans les Caraïbes.

Le colonel Kaigre décrit ici une mission de 1996 en Bosnie, réalisée dans le cadre des Nations unies. C'est cette mission qui lui a donné l'idée de créer Hamap-Humanitaire.

Propos recueillis par le LCL (rc) Frédéric Rignault

L'image du militaire est souvent représentée par un guerrier, aux couleurs bariolées sur le visage, tenant dans ses mains un fusil d'assaut, prêt à en découdre. En effet, la vocation première du soldat est de défendre la France, sa patrie à laquelle il est dévoué, en tout lieu et en tout temps. Il s'entraîne chaque jour, avec ténacité, tant physiquement que moralement, afin de pouvoir accomplir la mission confiée. Car il sait, qu'un jour, il sera appelé par les plus hautes instances de l'Etat pour partir défendre les valeurs de son pays avec honneur, franchise et loyauté.

Combien de jeunes soldats, officiers, sous-officiers et militaires du rang, sont partis un jour en opération extérieure, en OPEX comme cela se dit dans le jargon militaire, fiers de leur engagement mais avec aussi, en soi, cette appréhension propre à tous ceux qui partent à l'aventure sans trop savoir comment celle-ci va se dérouler. Le militaire sait qu'il risque sa vie mais il est prêt à la donner pour une cause qu'il pense être juste et surtout pour une population qui souffre et qu'il souhaite aider à retrouver la paix et la quiétude.

Soldat de la Paix, c'est souvent le cas ! La France se trouve chaque année engagée sur de nombreux théâtres d'opérations et son engagement concourt à rétablir la paix au sein de communautés déchirées par la haine et des années de guerre. Depuis les années 1980, la France a été souvent mandatée par l'ONU, par l'Europe et par l'OTAN. Cela fut le cas en Ex-Yougoslavie où les forces françaises furent engagées au sein de la FORPRONU de 1992 à 1995 puis au sein de l'OTAN à partir de 1996.



Je me retrouve ainsi, en mars 1996, commandant en second au sein d'un bataillon du Génie, appelé BATGEN, dont trois compagnies proviennent du 3^e régiment du génie de Charleville-Mézières. Son chef de corps prend le commandement du bataillon. Je suis alors commandant en second du 71^e régiment du génie de Oissel, près de Rouen, et notre régiment fournit une compagnie d'appui. Le 4^e régiment du génie de La Valbonne et le 25^e régiment du génie de l'air de Compiègne fournissent également une compagnie respectivement de combat et de travaux.

Dès mon arrivée au Camp de Rajlovac, j'ai le plaisir de retrouver le chef de corps du 6^e régiment étranger du génie, un légionnaire que j'ai connu quelques années plus tôt et commandant le BATGEN que nous relevons. Les consignes se passent à chaque niveau hiérarchique. Je fais le tour du camp avec mon binôme et je découvre dans des pièces, abandonnées et pas encore dépolluées, des parkas serbes. À l'extérieur des bâtiments, se trouve également un conteneur de rations autrichiennes, laissé sur un parking par la FORPRONU, et dont les dates de validité arrivent à péremption. Je trouve regrettable de gâcher de tels produits alors que des milliers de gens cherchent à se nourrir et se protéger du froid avec des températures hivernales et de la neige encore très présente.



Je me mets donc en quête de renseignements sur les structures locales que nous pourrions aider. En allant à Sarajevo, je m'aperçois qu'il y a une gabegie dans l'aide humanitaire fournie par les ONG présentes, par manque bien souvent de coordination, et je ne suis pas sûr d'intéresser quiconque avec nos parkas et rations militaires.

Notre aumônier militaire catholique, rattaché à notre bataillon, contacte des communautés religieuses et nous trouvons des destinataires intéressés par nos denrées. Il est donc décidé que les missions d'aide à la population seront effectuées par le personnel qui s'occupe du soutien, comme les soldats travaillant à l'ordinaire, et qui n'ont pas l'occasion de sortir du camp.

Notre première mission consiste à charger dans trois remorques ¼ de tonne de caisses et de colis de tailles diverses. Destination Sarajevo ! Nous sommes une petite vingtaine. Le convoi contourne la vieille ville et se faufile dans les ruelles étroites qui mènent au séminaire de Sarajevo, notre premier objectif. Il faut souvent dételer les remorques pour manœuvrer plus facilement. À peine arrivés, nos soldats entament plusieurs rotations afin de livrer les cartons de nourriture. Les sourires illuminent les visages des religieuses présentes au fur et à mesure que les colis s'entassent dans la cuisine. Nos soldats repartent avec un petit morceau de gâteau dans la main.

Le convoi redescend l'axe principal de la Sniper Avenue. Notre interprète, avec son sourire habituel, arrive sans trop de difficultés à amadouer le policier de service afin que nos véhicules puissent se garer le long du bâtiment des sœurs de Saint Vincent de Paul. Elles soutiennent beaucoup la population en préparant par jour 150 repas pour les familles les plus démunies. En trois minutes, les trente colis sont passés des remorques dans le bâtiment. Sœur Corona est heureuse et remercie vivement toute l'équipe.

Il est 14h45 ! Pas de temps à perdre ! Le convoi repart, accompagné d'un salut très gentil du policier. Les petites ruelles sont, à nouveau, empruntées. Le convoi s'arrête en plein milieu de l'une d'entre elles. Le ballet est bien rodé. En moins de quatre minutes, les caisses se sont entassées dans le couloir des sœurs franciscaines. Sœur Emmanuella n'est pas là. Elle est au chevet du cardinal qui vient de se faire opérer. La sœur présente est heureuse car, ce matin, elle n'a pas pu distribuer de nourriture à trois femmes nécessiteuses. Mais demain, grâce à nos soldats, elle pourra le faire.

Et le convoi repart vers l'orphelinat de la maison d'Égypte où le reste des colis est déchargé. Sœur Libérija offre rapidement une petite slibovitch à notre aumônier qui l'accepte avec un sourire plein de gratitude. Cet alcool de prune réchauffe bien après ces déplacements dans le froid glacial. Elle connaît bien le BATGEN car nos soldats sont déjà venus apporter plein de vêtements pour les petits orphelins qui rejoindront l'établissement dès que les travaux seront terminés.

En effet, en arrivant à Sarajevo, nous sommes alertés sur cet orphelinat qui a subi de gros dégâts pendant les durs combats qui opposent Bosniaques et Serbes. Il est géré par l'ONG Sade International. Nous en discutons le soir en réunion de commandement et nous décidons de faire quelques travaux, sur les temps libres de nos unités, pour déblayer les gravats et remettre en état les locaux afin de permettre aux enfants d'être à nouveau logés de façon décente. 450 m² de planchers sont cassés et plus de 120 m³ de gravats évacués à la main. Nos compagnies font un travail exceptionnel qui permet d'augmenter la capacité d'hébergement de l'orphelinat.

Par ailleurs, faisant suite à des comptes rendus alarmants sur la situation de certaines populations, nos lieutenants reçoivent pour mission d'alerter le chef du bureau des opérations de toute situation difficile rencontrée sur les hauteurs du Mont Igman et le long de la piste que nous construisons entre Sarajevo et Gorazde afin de désenclaver les populations bosniaques encerclées.

C'est ainsi que nous apprenons la grande précarité de plusieurs villages dont les familles vivent dans des maisons n'ayant plus de toits. En effet, afin de pousser les populations à quitter les villages, les agresseurs ouvrent une bouteille de gaz et posent une bougie allumée à l'étage. Lorsque le gaz échappé atteint la bougie, cela provoque une explosion qui souffle la toiture. La population a donc beaucoup de mal à se protéger du froid et de la neige. Une ONG lyonnaise, l'ONG Equilibre, souhaite aider la population à reconstruire des toitures. Pour cela, elle récupère les rondins de bois qui servent d'abris aux forces en conflit et à l'ONU et que nous démontons. Nous lui construisons une plate-forme et 150 mètres de piste pour qu'elle puisse mettre en fonction une petite scierie et débiter les rondins en planches.

Les demandes s'intensifiant, nous décidons d'écrire un courrier à toutes les familles de nos soldats pour collecter des vêtements chauds, des chaussures, des jouets et des produits de première nécessité comme du savon, du dentifrice et des brosses à dents. Nos amis aviateurs, effectuant de nombreuses rotations entre la France et Sarajevo, peuvent ainsi nous apporter plusieurs mètres cubes de matériels collectés par nos bases arrières respectives. Une vraie chaîne de solidarité s'organise. Le soir, nous faisons des colis par tranche d'âge et sexe dans des sacs fournis par le commissariat.

Ainsi, nous localisons le village de Pomenici. Le 27 août 1996, au matin, un convoi s'élançait avec une dizaine de militaires, d'un interprète et d'un journaliste d'Azur FM. Il nous faut plus d'une heure de route pour atteindre la localité. Nous traversons la ville minière de Breza, où le charbon est parmi le meilleur de Bosnie. Ces mines fournissent la matière première pour le fonctionnement de la centrale thermique de Kakanj, ville où était stationné l'ancien BATGEN. Nous arrivons enfin au village de Pomenici situé sur le flanc d'un mont bosniaque.



En nous voyant, les villageois se rassemblent rapidement et avec méthode. Ils s'organisent pour la distribution de l'aide humanitaire. Une jeune femme prend la tête de l'opération et, dans une atmosphère très cordiale, la distribution s'effectue sans aucun problème. Cela est dû au fait que nous avons préparé, à l'avance et lors de notre reconnaissance, une liste alphabétique de chaque famille appartenant au village. La distribution est ainsi équitable pour chaque famille : parka, survêtements, shorts et maillots de sport, vêtements chauds, chaussures, layettes, nourriture, fournitures scolaires et produits d'hygiène élémentaire. Les mamans sont ravies et les enfants affichent un large sourire sur leurs visages rougis par le vent frais. Nous repartons après avoir pris le café et échangé quelques discours avec ces gens qui n'aspirent qu'à vivre en paix.

L'œuvre du BATGEN passe également à Vukanovici, petit village perdu au milieu des montagnes à 1100 mètres d'altitude. Le but est d'apporter médicaments et nourriture pour les deux cents familles restantes qui ne voient aucune ONG. Il en est de même au village de Detcici, petit bourg pratiquement détruit où subsiste une quarantaine de familles. Comme pour le village de Pomenici, la distribution est assurée dans le calme, car chaque famille a été également recensée avec l'aide du chef du village et de notre interprète. Les familles sont donc appelées les unes après les autres pour recevoir vivres et colis de première nécessité. Les enfants se voient également attribuer une belle peluche de l'IFOR, des crayons de couleurs et autres fournitures scolaires. Les mamans sont très attentives à ces objets car elles veillent de près à ce que leurs enfants poursuivent leur scolarité, peut-être plus encore pendant le conflit.

Parallèlement à ces distributions de vivres et denrées de première nécessité, nos soldats remettent en état le parc de la Bosna. Ce parc, d'une superficie de 10 km², a été aménagé à la fin du XIX^e siècle par les autorités austro-hongroises. Il a été par la suite le lieu de rencontre des jeunes amoureux qui venaient jeter, dans les eaux limpides de la source de la Bosna, une pièce pour sceller à jamais un amour naissant.

Déminage à Mostar sous contrôle français le 20.6.1996



Le parc a complètement été détruit et de nombreux restes explosifs de guerre traînent partout au risque de blesser un jeune imprudent. Les bancs ont été enlevés pour faire du feu pendant les périodes de grand froid et les petits ponts sont détériorés. Il est convenu, en liaison étroite avec la municipalité d'Ilidza et avec l'aide des scouts de Hrasnica, de procéder au nettoyage des étangs, des espaces verts et de reconstruire les bancs, les barrières et les poubelles afin de redonner à ce magnifique endroit son éclat d'autrefois. Lors de l'inauguration, le député maire d'Epernay remettra 5 cygnes, un noir et quatre blancs, symbole de la Bosna.

Ainsi, de mai à septembre 1996, notre bataillon réalise ses missions de maintien de la paix. Elles consistent à faire la dépollution et le déminage des zones polluées, la destruction de nombreuses armes, munitions, explosifs et mines. Elles se traduisent aussi par la remise en état de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Sarajevo, la construction de routes, de ponts, de maintien en état de pistes pour permettre aux populations enclavées de pouvoir circuler librement.

J'ai, pour ma part, la joie d'organiser un réel travail humanitaire grâce la volonté du commandement et l'ardeur de nos soldats. Les communautés catholiques de Sarajevo et de Kiseljak, celles des réfugiés serbes de Lucavica et de Filipovici et des bosniaques de Pomenici, de Detcici et de Vukanovcici sont secourues. L'ONG Sade International voit la remise en état de la crèche qu'elle soutient à Ilidza. L'ONG Equilibre obtient la réalisation par nos sections de 150 m de piste et d'une plate-forme pour l'installation de leur scierie. Enfin, à la demande des maires des communes locales, le jardin d'enfants à Trnovo, la cour de l'école de Vojkovici et le parc de la Bosna sont remis en état.

Nos armées n'ont pas la vocation à intervenir pour des missions humanitaires. Cependant, les chefs militaires savent tous très bien qu'il est important d'aider les populations à retrouver une certaine sérénité dans des zones où les équilibres de paix sont très instables. C'est une raison aussi pour laquelle l'armée française est appréciée sur le terrain car elle n'oublie pas la dimension humaine, et rivalise d'ingéniosité pour organiser une chaîne de solidarité lorsqu'elle le juge opportun.

Bravo à nos sapeurs qui connaissent bien la devise du génie : **PARFOIS DETRUIRE, SOUVENT CONSTRUIRE, TOUJOURS SERVIR** ».



Compilation des reportages d'Ex-Yougoslavie d'octobre à décembre 1996



Mostar en 1996





L'Afghanistan

Il est repris ici, pour évoquer l'engagement français en Afghanistan, l'éditorial du général d'armée Eric Bellot des Minières paru dans le hors-série du mensuel « Terre information magazine » de septembre 2022 consacré à cette OPEX dans lequel chacun est invité à se « replonger ».

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné



Traversée d'un champ de pavot - photo Eric Bouvet

« L'héroïsme et le courage ne sont jamais perdus »

A l'été 2021, le retrait des forces américaines d'Afghanistan a remis ce pays d'Asie centrale sur le devant de la scène géopolitique mondiale, en faisant écho au départ français achevé à l'hiver 2014, après plus de 13 ans de présence. L'engagement occidental en Afghanistan appartient maintenant à la riche histoire des Armées françaises et à la mémoire de nos unités et, à ce titre, mérite les pages qui vont suivre.

Narrer l'histoire de l'engagement en Afghanistan, c'est d'abord le replacer dans son contexte. Celui d'un pays et d'une population déchirés par des conflits fratricides, séculaires et des interventions étrangères, dont celles de l'OTAN de 2001 à 2021 ne furent qu'un acte. L'acte dans lequel furent engagées les forces françaises débuta avec l'élan international de solidarité vis-à-vis des Etats-Unis, attaqués sur leur sol, le 11 septembre 2001. En cela, la France contribuait en Afghanistan à la réduction d'un bastion du terrorisme islamiste.

Ces opérations ont aussi marqué collectivement les Armées françaises, engagées aux côtés des alliés et du gouvernement afghan. Les combats intenses, souvent éprouvants, menés sur un terrain difficile et en restant attentif à une population parfois déroutante, ont démontré la manœuvrabilité, la ruse et le « mordant » de nos unités.



Les « opex » de l'Union européenne

Les missions civiles et militaires menées à l'extérieur de ses frontières par l'UE et ses États-membres, dans le cadre de la PSDC (Politique de sécurité et de Défense commune) ont pour objectif de préserver la sécurité de l'Europe, de gérer les crises et d'œuvrer à la paix dans le monde. Ce sont les conflits dans les Balkans, dans les années 1990, qui ont configuré les « OPEX » de l'UE. Mais aujourd'hui, la plupart d'entre elles ont pour théâtre l'Afrique francophone. Les opérations extérieures de l'UE peuvent être très variées : missions de formation (TM, pour « training mission »), de conseil militaire (MAM pour « Military advisory mission »), de renforcement des capacités (CAP, pour « Capacity building mission »), d'observation (MM pour « monitoring mission »), d'assistance aux frontières (BAM, « Border assistance missions »), de police (POL), des missions juridiques (LEX - « état de droit » et JUST « justice »)...

Par le CDT (rc) Gaël Pilorget



Les OPEX de l'UE ont de nombreux traits communs avec les opérations militaires de l'OTAN ou des Nations-Unies. D'ailleurs, elles empruntent beaucoup aux modèles de l'OTAN en la matière. L'Union européenne dresse d'abord une liste des actions à mener, détermine de quelles ressources elle dispose. Ensuite, pour qu'une opération soit lancée, elle doit être validée à l'unanimité par tous les États-membres.

Or il n'existe pas vraiment encore de « culture stratégique européenne commune » et les États-membres montrent là leurs différences : les uns sont plus interventionnistes, les autres plus prudents, d'autres encore ne veulent s'engager que dans le cadre de l'ONU... On note aussi une diversité des processus politiques de décision d'engagement : si Paris, par exemple, a les coudées assez larges pour se lancer dans des opérations extérieures, Berlin doit obtenir l'aval du Parlement.

Mais il ne faut pas trop se focaliser sur ces différences ou divergences : les pays européens sont conscients d'avoir à œuvrer ensemble pour leur sécurité. La France a souhaité jouer, sur ce plan, un rôle-moteur en promouvant une « Initiative européenne d'intervention », proposée par le président Macron en 2017 et lancée en juin 2018. Elle a pour propos de favoriser les échanges de vues stratégiques entre les armées de l'UE, afin de faire naître une culture commune quant à la gestion des interventions. Cette nouvelle structure repose sur une logique de coopérations bilatérales préexistantes. L'objectif majeur est de mettre à disposition de l'UE l'outil souverain d'une « force autonome d'action », tout en conservant à l'OTAN une place de premier plan sur le Vieux continent.

L'OTAN et l'UE sont toujours plus amenés à coopérer sur tous les plans, et les États-Unis comptent beaucoup sur la mutualisation des efforts, tant proprement militaires que financiers. Les Américains, engagés sur de multiples enjeux à travers le monde (notamment face à la Chine), souhaitent « déléguer » (comme en Méditerranée) - ou du moins partager - leur investissement dans certaines zones, en termes de présence et d'influence. La coopération entre UE et OTAN a été instituée par les accords de « Berlin plus » adoptés en 1999.

Pour ce qui est de la France, sa pleine implication dans l'élaboration d'une stratégie européenne d'action et d'intervention s'est trouvée illustrée par la nomination, en mai 2020, du vice-amiral français Hervé Bléjean en tant que directeur général de l'état-major de l'UE. Mais, contrairement à ce que pourrait laisser penser cette nomination (d'ailleurs « tournante » suivant le principe européen de rotation des prises de responsabilité), la France n'entend pas non plus apparaître en position dominante, mais tout au contraire démontrer qu'elle veut agir sur des enjeux et des intérêts communs à tous les pays de l'Union.



Il serait quelque peu fastidieux d'énumérer l'ensemble des opérations extérieures de l'Union européenne depuis 1991 (mission « ECMM » d'observation en ex-Yougoslavie). On se concentrera donc ici sur l'opération « Atalante », et ce d'autant plus qu'elle est reconnue comme une réussite opérationnelle et stratégique de l'UE.

L'opération Atalante est une mission militaire et diplomatique initiée par la France fin 2008 et mise en œuvre par l'Union européenne, dans le cadre de la force navale européenne (Eunavfor) et de la PSDC : elle a pour propos de sécuriser le golfe d'Aden et l'océan Indien, zone menacée par une piraterie dont le point d'ancrage se situait sur les côtes somaliennes. En plus de bâtiments maritimes, la force de l'Eunavfor était complétée par des avions de patrouille stationnés à Djibouti, ainsi que par des commandos embarqués à bord des navires du PAM (Programme alimentaire mondial) à destination de la Somalie, ou bien de simples navires de commerce... Sur les 3 premières années de la mission, plus de 150 navires du PAM et près de 130 de l'AMISOM (African Union Mission to Somalia) ont bénéficié de la protection d'«Atalante »...



L'OTAN était déjà intervenue pour contrer la piraterie sur les côtes somaliennes dès 2008, à travers les opérations « Ocean Shield » et « Allied Protector ». Mais, dans le cadre de l'opération « Atalante », l'UE s'est montrée alors plus efficace que l'OTAN, se gagnant par là la reconnaissance opérationnelle de cette dernière... Grâce à « Atalante », la piraterie dans la zone a été en effet fortement mise à mal...



Mais l'Union européenne mène principalement des missions de caractère civil, suivant une conception d'ensemble qui ajoute à la dimension militaire des aspects tout aussi essentiels : aide au développement, formation des acteurs locaux, dont militaires... L'affirmation de cette perspective globale d'action repose sur le fait que les pays de l'UE sont présents au sein de diverses institutions internationales : l'ONU, l'OTAN (dont 22 des membres appartiennent à l'UE), l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 57 états, dont l'Ukraine), le Conseil de l'Europe (principale organisation de défense des Droits de l'homme en Europe)...

L'UE n'est pas encore parvenue à adopter et incarner une culture stratégique commune. Mais les « OPEX » qu'elle mène contribuent puissamment à dessiner les contours d'une future force qui a tous les atouts pour peser sur le plan international, et devenir un acteur majeur de la sécurité et de la paix dans le monde...



Le plan hommage

Au retour en métropole des dépouilles de militaires morts en opérations extérieures, un cérémonial précis est mis en œuvre à Paris et dans la ville de garnison des victimes. Voici comment celui-ci est organisé.

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné



Depuis quand ?

En août 2011, deux soldats du 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP), ont été tués au combat en Kapisa (Afghanistan). Alors Gouverneur militaire de Paris et ancien « père » de la Légion étrangère, le général Bruno Dary a décidé de mettre en place un « plan Hommage », similaire à celui qui se pratiquait déjà dans des pays anglo-saxons comme le Canada et le Royaume-Uni.

Qui pilote le plan Hommage ?

C'est le Gouverneur militaire de Paris qui est chargé de sa mise en œuvre. La priorité est de soulager la famille de tous soucis matériels, administratifs et financiers à l'arrivée de la dépouille mortelle.

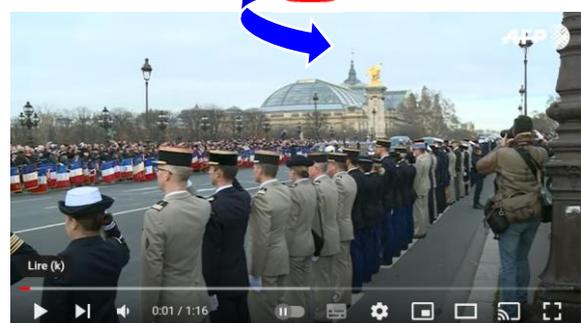
Où a-t-il lieu ?

Le plan Hommage s'organise autour de trois lieux.

D'abord, au pont Alexandre-III où se déroule l'hommage populaire aux morts. Ce pont, qui porte le nom du tsar de Russie Alexandre III (1845-1894), relie l'avenue Winston-Churchill, où se trouvent le Petit Palais et le Grand Palais, à l'esplanade des Invalides. Il a été construit entre 1897 et 1900.

Le franchissement du pont par les convois officiels se fait en prélude à la cérémonie officielle qui se tient peu après aux Invalides.

Ensuite, aux Invalides. Y sont rendus les honneurs militaires. Un hommage national peut aussi s'y dérouler. Par exemple, en décembre 2019, le président de la République avait prononcé un éloge funèbre avant de remettre la Légion d'honneur, à titre posthume, à treize soldats « morts pour la France » au Mali. Enfin, la dernière étape se déroule dans la ville de garnison des soldats défunts.



Hommage aux militaires tués au Mali sur le Pont Alexandre III (AFP)



Le monument aux morts Opex

« Enfin ! Voilà ce qu'ont sans doute dû se dire les proches de ces 549 militaires « morts pour la France » en opérations extérieures depuis 1963 lorsque l'inauguration du monument dans le parc André-Citroën a été officialisée pour ce 11 novembre 2019, en marge des cérémonies pour le 101^e anniversaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale. Il faut dire que cela faisait huit ans qu'ils attendaient l'inauguration de ce lieu d'hommage ».

In « Le Parisien » du 11 novembre 2019

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné



Composé de deux éléments centraux, le monument représente six statues anonymes portant un cercueil invisible. Leurs uniformes symbolisent l'ensemble de la communauté militaire. Un mur porte le nom des militaires « Morts pour la France en opérations extérieures depuis 1963 ». Signe de reconnaissance de la Nation, il offre ainsi un lieu de recueillement pour la communauté de défense, les familles et proches des militaires.

Il fait partie des hauts lieux de la mémoire nationale du ministère de la Défense, devenu ministère des Armées.

Selon son créateur, Stéphane Vigny, la sculpture représente la cérémonie du « portage » par six militaires, lors de l'hommage rendu au défunt. « Je voulais créer une œuvre sensible, un hommage tourné vers ceux qui restent. Cette idée est très simple. Il n'y a pas de cercueil, car ils portent une absence. C'est elle qui unit les six porteurs ensemble. Ce vide les rend solidaire. »

C'est de façon fortuite, à l'occasion de la journée des blessés de juin 2020 au parc André Citroën, que j'ai découvert le monument OPEX dans son écrin de verdure ; en le regardant attentivement, un des soldats attira mon attention. La fréquentation assidue du Fort de Nogent -où stationne le Groupement de recrutement de la Légion étrangère (GRLE)- m'a permis de découvrir qu'un des soldats de ce monument ne m'était pas inconnu...

De façon tout à fait exceptionnelle pour le dossier consacré aux OPEX du bulletin *Ad Honores*, et avec l'autorisation du commandant en second de l'Unité, que le CCH T.B. a accepté de livrer ses impressions sur une mission bien particulière....

... Rencontre avec l'un des six militaires qui a été l'un des modèles de ce monument.



AD HONORES : Qui êtes-vous Caporal-chef ?

CCH T.B. : Originaire du sud de l'Inde, j'ai 15 ans de service dont 10 au 2^e Régiment étranger de Génie où j'ai été affecté après mes quatre mois de formation initiale au 4^e Régiment étranger ; Il y a cinq ans, j'ai été muté au GRLE où j'occupe actuellement la fonction de secrétaire « activités recrutement ».

Qui vous a informé que vous alliez servir de modèle pour ce monument ?

CCH T.B. : Le chef de corps de l'époque, le LCL Y.D. J'ai dû alors me rendre sur le site de Balard (lieu d'implantation des différents états-majors des Armées) sans plus d'explication. En bon légionnaire, je me suis donc rendu, le jour convenu, à Balard.

Comment les choses se sont-elles alors déroulées ?

CCH T.B. : Cela a duré 2 jours, les 6 et 13 juin 2018.

La première journée a permis de rencontrer les cinq autres militaires issus des autres Armes et Armées et de faire connaissance avec le sculpteur de cette œuvre, Stéphane Vigny. Il nous a alors expliqué les raisons de notre présence et ce qu'il attendait de nous, non sans avoir vérifié que chacun d'entre nous répondait à ses critères de sélection ; me concernant, Stéphane Vigny souhaitait un légionnaire portant le képi blanc avec un profil correspondant au mien. L'artiste nous a ensuite expliqué notre rôle : servir de modèle pour chacun des porteurs.



Première esquisse

La seconde journée a été consacrée aux multiples séances de pose, destinées à créer un ensemble homogène. Notre attitude devait être la plus proche possible de celle que nous aurions eu en portant un cercueil ; c'est une plaque de plexiglas qui a remplacé le cercueil, permettant ainsi de prendre la bonne position, en particulier pour les mains et les épaules. Le visage devait également refléter la tristesse du soldat portant le cercueil d'un camarade mort au combat. La tenue que nous avions avait été imposée par le sculpteur.

Ensuite, pendant deux heures, en groupe et individuellement, nous avons été scannés « sous toutes les coutures » notamment au niveau du visage et des mains mais aussi jusqu'aux plis du pantalon !



Que vous inspire cette aventure ?

CCH T.B. : Au moment des séances de pose, il était difficile d'imaginer l'ampleur de l'œuvre de Stéphane Vigny avant sa réalisation complète.

J'ai reçu une lettre de remerciement mais je n'ai malheureusement pu assister à l'inauguration du monument le 11 novembre 2019, pendant la pandémie.

Aujourd'hui, c'est une grande fierté d'avoir représenté la famille légionnaire de façon anonyme en honorant ses morts et d'avoir rempli la mission qui m'avait été confiée.



Stéphane Vigny





Simone Michel-Lévy
Compagnon de la Libération

Hommage à Mme Simone MICHEL-LEVY au siège d'ORANGE

Cette année encore, un hommage a été rendu à Madame Simone MICHEL-LEVY, héroïne de la Résistance PTT, compagnon de la Libération, exécutée par les nazis le 13 avril 1945.

Par les LCL (rc) Thibault Millard de Montrion et Stéphane Rivière



Devant la plaque commémorative au siège du groupe Orange à Issy-les-Moulineaux, le piquet d'honneur composé d'une représentation des réservistes du Groupe Orange, des porte-drapeaux des associations de déportés d'Auschwitz et Flossenbürg et des anciens combattants et victimes de guerre des PTT, et, au fond, de la chorale d'Orange.

Sous l'égide du Groupe ORANGE représenté par Monsieur Nicolas Guérin, secrétaire général du Groupe, et en collaboration avec la communauté des réservistes opérationnels et citoyens d'ORANGE, la cérémonie -désormais traditionnelle- s'est déroulée le mardi 18 avril à 15h00 au siège de la société, à Issy-les-Moulineaux.

Trois réservistes citoyens rattachés au gouverneur militaire de Paris, Thibault de Montrion et Stéphane Rivière, salariés du Groupe, accompagnés de Raymond Riquier, étaient présents à cette cérémonie. Se sont retrouvés à cet hommage :

- ❑ les représentants de la Mairie d'Issy-les-Moulineaux,
- ❑ l'association des anciens combattants Isséens,
- ❑ l'association des anciens combattants des PTT,
- ❑ l'association des déportés et familles de disparus du camp de concentration de Flossenbürg et Kommandos,
- ❑ pour la première fois, l'association des déportés d'Auschwitz,
- ❑ une centaine de salariés d'ORANGE.

En complément, une délégation représentative des réservistes du groupe composée de deux réservistes citoyens et de cinq réservistes opérationnels en tenue, a composé un piquet d'honneur aux côtés des 2 porte-drapeaux présents.

Après un rappel par Monsieur Guerin des actes de courage de Madame Simone MICHEL-LEVY, et de sa fin tragique, un dépôt de gerbes est venu compléter ce moment de recueillement.



Délégation des réservistes d'Orange composée de trois marins, un commissaire, un terrien de du Train, deux réservistes citoyens, en compagnie de Monsieur Nicolas Guérin, secrétaire général du Groupe Orange et de Madame Christel Clamouse, Directrice de l'innovation RH et du programme fluidité et mobilité.

Les réservistes, accompagnés du chœur de la chorale du site Bridge d'ORANGE, ont alors entonné la Marseillaise, puis le Chant des partisans, accentuant ce moment de recueillement.

Voici désormais une tradition du devoir de mémoire bien ancrée chez ORANGE !



La délégation des réservistes d'Orange composée des réservistes opérationnels et des réservistes citoyens du GMP (Stéphane Rivière, Thibault de Montrion et Raymond Riquier accompagnant ses deux camarades d'Orange).

Au-delà du recueillement, cet événement a été pour nous l'occasion de valoriser la présence des réservistes du Groupe, opérationnels comme citoyens, autant en interne auprès du Secrétaire Général qu'en externe auprès de nos interlocuteurs. Nous n'avons bien entendu pas omis de valoriser lors de nos échanges notre rattachement auprès du gouverneur militaire de Paris.



Le comité d'*appui au recrutement* de la RC redémarre !

A la demande du colonel Vilbe, chef de corps du GRS Ile de France / Outre-mer, le comité d'appui au recrutement de la réserve citoyenne rattachée au gouverneur militaire de Paris a été réactivé. Ce dernier a validé cette reprise d'activité.

A ce jour, 5 réservistes citoyens ont rejoint ce comité. Que nos camarades désireux de s'investir pour le recrutement au sein de l'armée de Terre contactent Agnès Ledoux-Labrosse, responsable de ce comité. N'hésitez pas à la contacter : agnes.ledoux-labrosse@intradef.gouv.fr.

En septembre prochain, le CNE Mauffre assurera une formation pour les réservistes citoyens désireux de s'investir dans ce beau projet. Un kit de recrutement (éléments de langage et plaquettes) leur sera alors remis.

Puis, en octobre des actions de communication seront lancées dans les établissements scolaires. Coordinations et RETEX seront assurés par le CNE Mauffre et notre camarade Agnès Ledoux-Labrosse (CDT, rc).

Nous comptons sur vous !



GOUVERNEUR
MILITAIRE
DE
PARIS

CDT (rc) Alain Broquet



Dans un mois aura lieu le défilé du 14 juillet. Quel rôle joue le gouverneur militaire de Paris dans l'organisation de ce rendez-vous incontournable entre les Français et leurs armées ? C'est à cette question et à beaucoup d'autres que le général Christophe Abad a accepté de répondre dans ce nouvel épisode du [#Defcast](#)





Rallye de la Victoire au CNSD de Fontainebleau



Par le Major Annabelle Bernard
EMA / ZDS-Paris / DMD de Seine-et-Marne

Dans le cadre du plan « Ambition armées-jeunesse », la délégation militaire départementale de Seine-et-Marne (DMD77), en collaboration avec l'Éducation nationale et l'IHEDN, a organisé, le mercredi 10 mai 2023, un rallye citoyen intitulé « Rallye de la Victoire », au profit de 130 collégiens du département, au centre national des sports de la Défense de Fontainebleau.

Le but de l'évènement était d'insuffler à notre jeunesse départementale un esprit de défense et d'engagement citoyen en la sensibilisant à différents domaines (mémoire, citoyenneté, enjeux de défense, sport...) au travers de onze ateliers :

- ✓ « Sentinelle à l'école », animé par les armées ;
- ✓ « Laser run » animé par des réservistes opérationnels et citoyens de la DMD77 ;
- ✓ Création d'un Bleuets, animé par l'œuvre nationale du Bleuets de France ;
- ✓ « Explique-moi une cérémonie », animé par l'Office National des Combattants et Victimes de Guerre ;
- ✓ Jeu « décision défense », animé par le Centre du Service National et de la Jeunesse de Paris ;
- ✓ Les dangers d'internet, animé par la Direction Départementale de la Sécurité Publique de Seine-et-Marne ;
- ✓ Le cyber harcèlement, animé par le Groupement de Gendarmerie Départementale de Seine-et-Marne ;
- ✓ Une sensibilisation à la sécurité routière, proposée par le Bureau de la Politique Départementale de Sécurité Routière de la Préfecture de Seine-et-Marne ;
- ✓ « Quizz et défis citoyenneté », animé par l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale ;
- ✓ « Je fais ma valise » et « Les comportements qui sauvent », animé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne ;
- ✓ Une animation découverte du handisport proposée par l'Union Nationale du Sport Scolaire.

Une cérémonie a clôturé cette journée, en présence notamment de la musique du corps départemental des sapeurs-pompiers, de plusieurs porte-drapeaux d'associations d'anciens combattants, du drapeau de la Délégation Militaire Allemande en France et de cavaliers de l'École Militaire d'Équitation du CNSD de Fontainebleau.

Les réservistes citoyens de la DMD77 participent activement à chaque rallye organisé par la DMD77, en contribuant à l'organisation générale et à l'encadrement des jeunes.



La cérémonie de clôture a été l'occasion de mettre à l'honneur le lieutenant ad honores Hervé LAMBERT, réserviste citoyen depuis le 1er juin 2016, qui a été décoré de la médaille des réservistes volontaires de défense et de sécurité intérieure échelon bronze.





L'engagement des étrangers et de l'Empire colonial français lors de la Grande Guerre

Suite de l'article paru dans le n°10 d'Ad Honores

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné

Cette deuxième partie traite d'une autre forme d'engagement qui eut lieu toujours au cours de la Grande Guerre, celui des populations issues des territoires « ultramarin » et des colonies à travers la reprise du fort de Douaumont, le 24 octobre 1916.

Même si cet article n'a pas pour vocation à décrire la complexité des statuts dont bénéficiaient les différentes populations qui composaient l'Empire à cette époque, le simple énoncé qui suit l'Illustre.

En effet, les unités qui participèrent à cette action qui marqua la fin de l'offensive allemande et la reconquête progressive du terrain perdu, sont représentatives de ce « melting pot ».

Ainsi en est-il du régiment d'infanterie coloniale du Maroc, officiellement créé en 1915, qui était composé de Français métropolitains mais également de Français des colonies comme les Antillais, Guyanais et Réunionnais ; la lecture de l'inscription des noms sur les tombes ne permettant pas de faire la distinction d'origine, seule l'analyse fine des noms des morts au combat sur « Terre des Hommes » permet de la déceler, certains descendant d'esclaves s'étant vu attribuer par l'état civil un nom à consonance européenne ⁽¹⁾.



Portraits d'Eugène Burnand / Musée de la Légion d'Honneur

Lui sont adjointes deux compagnies de Somalis originaires de la Corne de l'Afrique ; elles ont été constituées à partir des quatre compagnies du 1^{er} bataillon de tirailleurs somalis qui devaient participer à l'origine du conflit comme compagnies de travaux. Mais les Somalis, fiers guerriers, considèrent comme un déshonneur cette affectation et revendiquèrent d'aller au combat.

Le 43^e bataillon sénégalais, appellation due à ce que les premiers bataillons furent créés au Sénégal, présente en lui-même, un condensé des populations habitant l'Afrique subsaharienne française.



Ces unités formaient la *Force noire* selon le titre de l'ouvrage de 1910 du général Charles Mangin qui sera amené à les commander lors de la reprise du fort du Douaumont.

Ici encore une particularité, les habitants des villes de Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque plus connues à l'époque sous l'appellation de « citoyens des quatre communes », bénéficiaient du statut moderne de la nationalité et étaient, par conséquent, des citoyens français non pas d'origine métropolitaine mais d'origine africaine et, de ce fait, étaient incorporés dans des régiments coloniaux tel le RICM et non pas dans les bataillons sénégalais.

Le 4^e régiment mixte de Zouaves et Tirailleurs (4^e RMZT) est composé de deux bataillons de 8^e régiment de Tirailleurs tunisiens et du 6^e bataillon du 4^e zouaves. Parfaite osmose entre les autochtones d'un protectorat et des Français métropolitains.

Pour être complet, il convient de citer également le 321^e régiment d'infanterie ainsi que les soldats Jean Ygon et Paul Dumont, sapeurs de la Compagnie du génie 19/2 qui pénétrèrent courageusement les premiers dans le fort....

Les Citations et inscriptions qui suivent témoignent de cet engagement :

« Le 24 octobre 1916, renforcé du 43^e bataillon sénégalais et de deux compagnies de Somalis, a enlevé d'un admirable élan les premières tranchées allemandes ; a progressé ensuite sous l'énergique commandement du colonel Régnier, brisant successivement la résistance de l'ennemi sur une profondeur de deux kilomètres. A inscrit une page glorieuse à son histoire en s'emparant d'un élan irrésistible du fort de Douaumont, et conservant sa conquête malgré les contre-attaques répétées de l'ennemi. »

Décret du 13 novembre 1916 avec attribution de la Légion d'honneur au drapeau du RICM, publié au JORF du 16 novembre 1916.

« Le 24 octobre 1916, sous l'énergique commandement du lieutenant-colonel Vernois, a enlevé d'un élan admirable les premières tranchées allemandes, puis, successivement, l'ouvrage de la ferme de Thiaumont. A inscrit une page glorieuse à son histoire en s'emparant, dans un irrésistible assaut, du village de Douaumont. »

Citation à l'ordre de l'armée du 4^e régiment mixte de Zouaves et Tirailleurs. Ordre général de la 2^e armée en date du 13 novembre 1916.

« A fourni, pendant une période de vingt jours, de gros efforts pour préparer une attaque dans un secteur particulièrement bombardé. A pris part à cette attaque, suivant les troupes qui s'emparaient, dans un élan irrésistible, du fort de Douaumont, a pris part avec la même bravoure à la prise de cet ouvrage, nettoyé et organisé la position, permettant ainsi de conserver une brillante conquête. »

Citation à l'ordre de l'armée de la 2^e compagnie du 19^e bataillon du Génie. Ordre général n°498 de la 2^e armée en date du 13 novembre 1916.



« Officiers, sous-officiers et soldats du groupement Mangin, en quatre heures, dans un assaut magnifique, vous avez enlevé d'un seul coup, à notre puissant ennemi, tout le terrain, hérissé d'obstacles et de forteresses, du nord-est de Verdun, qu'il avait mis huit mois à vous arracher par lambeaux, au prix d'efforts acharnés et de sacrifices considérables. Vous avez ajouté de nouvelles et éclatantes gloires à celles qui couvrent les drapeaux de Verdun. Au nom de cette armée, je vous remercie. Vous avez bien mérité de la Patrie. »

Ordre du jour du général Nivelle, le 25 octobre 1916, remerciant les troupes qui ont repris le fort de Douaumont.

Ces différents portraits d'Eugène Burnand illustrant cet article sont représentatifs de la diversité des hommes enrôlés sous les trois couleurs et sont un beau témoignage qui leur est rendu.

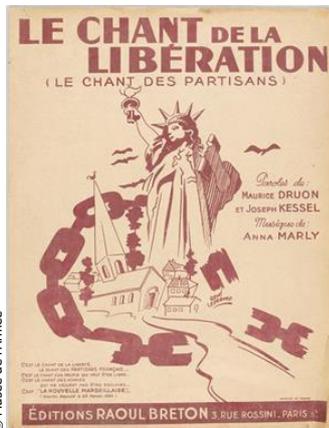
En conclusion, cet article tend à rappeler aux Français, trop souvent amnésiques, une partie de leur Histoire que la célébration du Centenaire de la Grand Guerre a tiré un moment de l'oubli.

Ces quatre années de guerre témoignent de l'admirable engagement et des sacrifices consentis par l'ensemble de ces hommes mêlés aux Français de souche et qui en firent des Frères d'Arme.

*« En mêlant leur sang sous des cieux incertains
Ils formèrent une communauté de destin
Pour le Meilleur et l'Empire »*

A l'heure où il n'y a plus aucun témoin vivant de cette épopée, il reste, témoins de pierre, tous les cimetières, monuments qui appartiennent au patrimoine mémoriel ; la galerie supérieure de la cour d'Honneur de l'Hôtel national des Invalides recèle quelques plaques commémoratives qui pourraient être un bon départ vers les multiples itinéraires qui jalonnent notre Pays et rappellent l'engagement désintéressé de tous ces hommes.

⁽¹⁾ Une des principales « revendications » des français des colonies était de pouvoir faire leur service militaire au même titre que les Français métropolitains.



1943-2023 : les paroles du « Chant des Partisans » ont 80 ans

Reconnu officiellement après la Seconde Guerre Mondiale comme « Hymne de la Résistance », le Chant des Partisans fait aujourd'hui partie des musiques indissociables du devoir de mémoire. De par sa mélodie et son texte, la force considérable de ce chant est ressentie à chaque commémoration, depuis sa création en 1943 ; un impact sur les esprits sciemment désiré de la part de ses trois auteurs : Anna Marly, Joseph Kessel et Maurice Druon.

Emmanuel d'Astier de la Vigerie



L'idée initiale est née d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, journaliste et écrivain, résistant et alors chef du réseau Libération-Sud. Selon lui, la Résistance a en effet besoin, en 1943, d'un chant fédérateur pour affirmer son identité, pour se donner de la force, du courage et de l'espoir, pour se faire entendre et rassembler. De son côté, André Gillois, qui anime à l'époque l'émission « Honneur et Patrie » sur la BBC, est à la recherche d'un générique musical qui serait directement identifiable par ses auditeurs (les émissions radiophoniques diffusant des messages pour la Résistance étaient difficiles à capter).

Il choisit alors un chant intitulé « Partisanski », proposé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie qui l'a récemment entendu, chanté par une certaine Anna Betoulinskaya (Anna Marly). Après avoir fui la révolution bolchevique de sa Russie natale, Anna Marly s'installe en France et rejoint ensuite l'Angleterre où elle est alors engagée en tant que cantinière au quartier général des Forces Françaises Libres. Elle est également musicienne. Accompagnée de sa simple guitare, elle interprète pour soutenir les soldats ce chant à la mélodie obsédante, rythmée par les bruits de pas auxquels s'ajoutent les sifflements du groupe des « partisans » ; une musique qui était déjà chantée en 1941 par les soldats soviétiques face aux allemands.

La musique de ce futur chant rassembleur est donc choisie !

Emmanuel d'Astier de la Vigerie, arrivé à Londres quelques mois plus tôt, permet alors la rencontre entre Anna Marly, Joseph Kessel (devenu « l'écrivain de la France Libre », qu'il a rejointe en janvier 1943), et le neveu de ce dernier, Maurice Druon, alors engagé à Radio Londres où il côtoie Maurice Schumann, porte-parole de la France Libre, et pour laquelle il écrit les textes de la célèbre émission « Les Français parlent aux Français ».

C'est d'ailleurs à cette époque que Joseph Kessel, à la demande du Général De Gaulle, écrira « L'Armée des Ombres », livre-récit-témoignage de son expérience dans la Résistance.

Le but de cette rencontre est d'apposer des paroles sur la musique d'Anna Marly et ainsi de renforcer son message. Le titre, fort, précis et engagé, est également défini.

Le 30 mai 1943, Le Chant des Partisans est né.

« Nous cherchions les mots les plus simples pour qu'ils puissent être entendus de tout le monde ».

Maurice Druon



© AFP

Joseph Kessel



Maurice Druon



© AFP

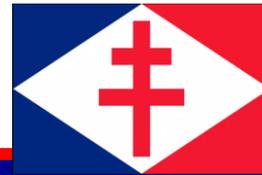
Ce sera ensuite Germaine Sablon, résistante partie de France avec Joseph Kessel et Maurice Druon, qui fera le tout premier enregistrement du Chant des Partisans. Elle a rejoint Londres en février 1943 et y a repris ses activités de chanteuse qu'elle met au profit de la France Libre grâce à des récoltes de fonds lors des concerts qu'elle donne.

A l'heure où les difficultés s'accroissent pour la Résistance, avec notamment l'arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943 à Caluire (et dont le transfert des cendres au Panthéon, le 19 décembre 1964, sera accompagné par Le Chant des Partisans, chanté par la Garde Républicaine), Emmanuel d'Astier de la Vigerie rentre alors en France avec l'enregistrement. Il fait diffuser les paroles dans la revue clandestine « Les Cahiers de Libération », sans aucune mention des noms de ses auteurs, afin que tout le monde puisse se l'approprier.

« [...] Et j'ai su que des condamnés l'avaient chanté devant le peloton d'exécution. A partir de ce jour-là, j'ai toujours pensé que le Chant appartenait à ceux qui l'avaient chanté sous l'occupation, et plus à ses auteurs. »

Maurice Druon, « Les Refrains de la Mémoire », 2002

Germaine Sablon



Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ?
Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ?
Ohé ! partisans, ouvriers et paysans, c'est l'alarme (/ à vos armes) !
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes...

Montez de la mine, descendez des collines, camarades !
Sortez de la paille, les fusils, la mitraille, les grenades...
Ohé ! les tueurs, à la balle et au couteau tuez vite !
Ohé ! saboteur, attention à ton fardeau... dynamite !

C'est nous qui brisons les barreaux des prisons pour nos frères,
La haine à nos trousses et la faim qui nous pousse, la misère...
Il y a des pays où les gens au creux du lit font des rêves...
Ici, nous, vois-tu nous on marche et nous on tue, nous on crève...

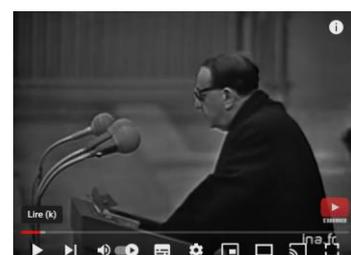
Ici, chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait quand il passe...
Ami, si tu tombes un ami sort de l'ombre à ta place.
Demain, du sang noir séchera au grand soleil sur les routes.
Sifflez compagnons, dans la nuit la liberté nous écoute...



Archives INA : Anna Marly et Le Chant des Partisans



Enregistrement de Germaine Sablon



Archives INA : transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon



Le Prix photographique « Sergent Sébastien Vermeille »

Par le CDT (rc) Thierry Laugier

Le précédent numéro de la revue Ad Honores (N° 10 - p. 36), évoquait le prix littéraire de l'armée de Terre, qui porte le nom d'un soldat, devenu écrivain. Mais, ce sont trois prix qui sont décernés, chaque année, sous l'égide du général d'Armée Pierre SCHILL, chef d'état-major de l'armée de terre : un prix littéraire, un prix cinématographique, et un prix photographique, évoqué dans les lignes qui suivent.

Le prix photographique « Sergent Sébastien Vermeille » a pour but de promouvoir le travail des photographes professionnels (du ministère des Armées ou hors ministère des Armées) qui, sur le terrain, valorisent l'engagement des hommes et des femmes de l'armée de Terre, au service de la France et de nos concitoyens.

Trois prix en lice :

- ✓ le prix de la meilleure photographie ;
- ✓ le prix du meilleur photoreportage ;
- ✓ le prix spécial du partenaire CANON.

Ce prix rend hommage au sergent Sébastien Vermeille, de la cellule images de Lyon (SIRPA Terre), dont la biographie est la suivante, telle qu'elle figure sur le site du ministère des Armées :

« Né le 23 décembre 1980 à Montfavet (84), Sébastien Vermeille décide de s'engager en 2001 au 1er régiment d'infanterie de marine à Angoulême. Jeune marsouin, il est tout de suite remarqué par ses chefs pour ses qualités et sa fougue.

Élevé à la distinction de 1^{re} classe, le 1^{er} avril 2002, il est promu caporal, le 1^{er} octobre 2003. Il obtient son brevet militaire de pilote AMX 10RC en 2004. La même année, il est projeté en Afghanistan puis en République de Côte d'Ivoire. À son retour, il est muté au 21^e régiment d'infanterie de Marine à Fréjus. Il part en mission de courte durée à Djibouti fin 2005. Il est nommé caporal-chef le 1^{er} août 2006 et effectue, la même année, une mission de courte durée en Nouvelle-Calédonie. En 2007, il participe à l'opération Trident au Kosovo. En 2009, il est projeté en opération extérieure au Tchad. En 2009, il est affecté au CPIT de Lyon du SIRPA Terre. Il tient le poste d'opérateur audiovisuel avec sérieux, efficacité et dévouement.

Il est ensuite déployé en Afghanistan le 11 avril 2011 au sein de la Task force La Fayette – Battle group RAPTOR qui arme le groupement tactique interarmes (GTIA) Kapisa. Alors qu'il était engagé dans une mission de sécurisation d'une Shura près du village de Joybar, une explosion retentit dans un poste de police où il se trouvait avec un groupe de militaires français. Le caporal-chef Sébastien Vermeille est mort au combat le mercredi 13 juillet, son arme et son boîtier à la main.

Mort pour la France, il a été promu au grade de sergent à titre posthume. Il a été décoré de la médaille militaire et de la croix de la Valeur militaire avec palme. Il a, également, été fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Très volontaire, disponible, il était de toutes les missions. Ayant de bonnes qualités de photographe mais également cameraman de valeur, il a su produire d'excellents reportages dans des conditions souvent difficiles. Apprécié de ses camarades comme de ses chefs, le sergent Vermeille a démontré de grandes qualités humaines, militaires et professionnelles qui faisaient de lui un remarquable « soldat de l'image. »

CDT (rc) A. Broquet



Nous devons au CES (er) Hervé Tillette de Clermont-Tonnerre un récit qui aborde, outre sa mission de formation d'une équipe communication afghane, la mort du SGT Vermeille, au travers de l'accompagnement de sa jeune veuve enceinte Sandrine et de leur fils Mathys.

[Afghanistan – Photographe, un métier risqué](#) » éd. Bergame



Avec le CES de Clermont-Tonnerre et Sandrine Vermeille, 2016

Les photos primées en 2022



Le prix de la photo unique pour Sylvia B. de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Cette photo émouvante, dénommée « *la délicatesse* », montre un petit garçon dans les bras d'une jeune femme soldat du feu. Autour d'eux, on devine l'agitation des sauveteurs en pleine action lors de l'incendie d'un appartement à l'Ile Saint-Denis.

Le prix du reportage pour Nicolas B. du commandement des forces spéciales

Cette série raconte le stage des forces spéciales Scorpion II. Le photographe a vécu la formation avec les stagiaires dans les mêmes conditions rustiques qu'offre le désert djiboutien : chaleur extrême, sable omniprésent et conditions de survie.



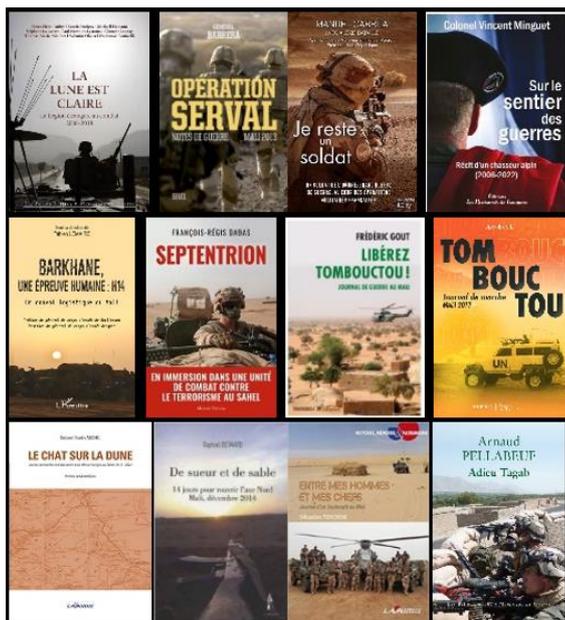
Le prix du partenaire Canon pour Cyrille N. de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Trois sapeurs-pompiers casqués, graves et concentrés. Cette photo puissante, en noir et blanc, a été prise juste avant une intervention pour un feu de grande envergure dans un immeuble parisien. Le jeune photographe, ému et fier a rapporté que les derniers mots du chef avant que ses soldats ne décalent, ont été : « *Revenez entiers* ».

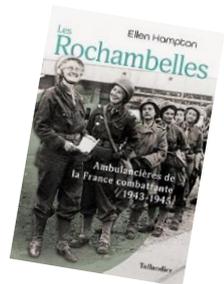
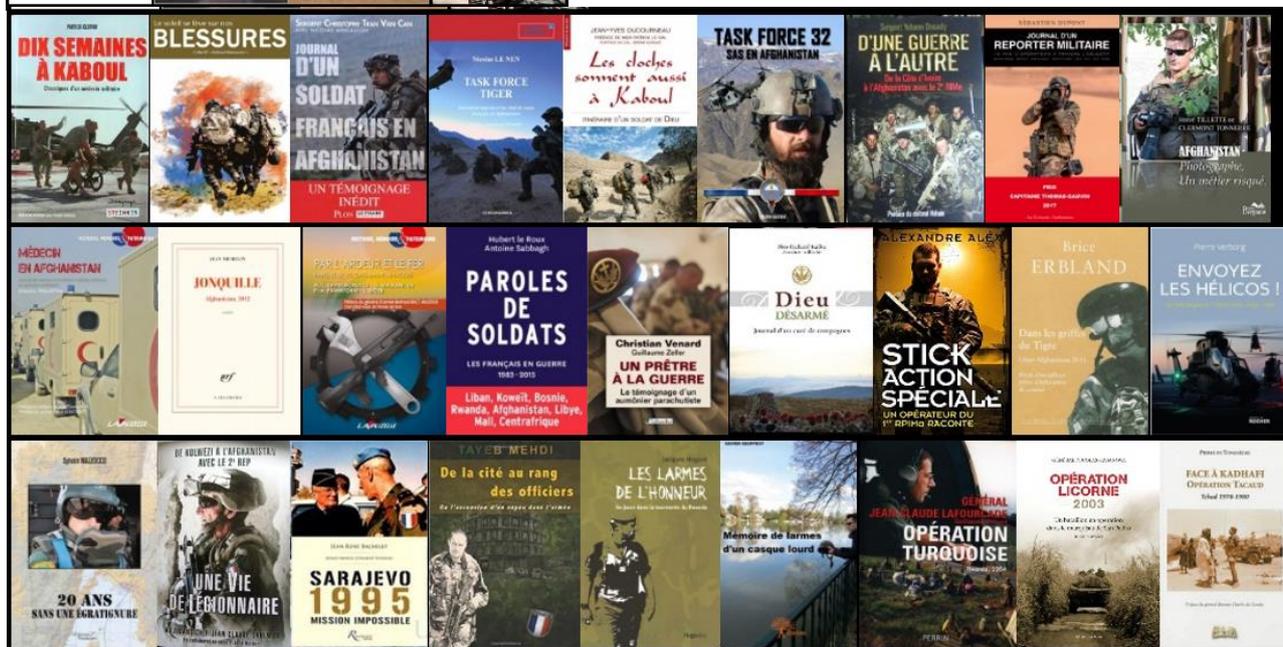


OPEX

Par le CDT (rc) Alain Broquet



La grande muette, dites-vous ? Si, de long temps, la littérature « mili » se bornait à des récits historiques, stratégiques, voire à quelques autobiographies de « figures notoires », les choses ont bien changé, notamment depuis la campagne afghane. Souvent avec la simple volonté de témoigner, parfois comme démarche thérapeutique pour les blessés physiques et psychiques, nos soldats ont pris la plume. Signe des temps : alors que jusqu'alors la publication s'apparentait au parcours du combattant (sic), des éditeurs engagés ont soutenu la démarche, Nimrod, Pierre de Taillac, Louis de Mareuil, Tallandier... mais également la hiérarchie militaire ; pour preuve les préfaces rédigées par les chefs de corps voire le CEMAT. Ainsi la France est devenue le pays qui compte le plus de récits autobiographiques de soldats publiés, et c'est tant mieux ! Voici une sélection « OPEX », loin d'être exhaustive...



Par le LCL (rc) Caroline Gorse

Dans le cadre de ses activités, le jumelage Saint-Germain-en-Laye/Winchester (MA) a organisé une soirée-débat le 14 avril autour d'**Ellen Hampton**, auteure de **Les Rochambelles**. Née aux États-Unis et résidant en France, Ellen a commencé sa carrière en tant que journaliste, puis elle s'est tournée vers l'histoire. Elle a obtenu un doctorat à l'EHESS à Paris et a enseigné à Sciences Po.

Les Rochambelles. Ambulancières de la France combattante, 1943-1945 (éd. Tallandier).

Le Groupe Rochambeau est la première unité de femmes dans l'armée française, intégrée dans le bataillon médical de la 2ème Division Blindée du Général Leclerc en automne 1943. Elles ont servi comme ambulancières de la Normandie jusqu'à Berchtesgaden, sur le front occidental de la Deuxième Guerre mondiale. Face à l'hostilité initiale des troupes masculines, le courage et la détermination de ces femmes a rapidement gagné leur admiration et respect. Sous les bombes, elles ont recueilli les soldats blessés pour les ramener vers l'arrière, les ont soutenus moralement, n'ont pas faibli dans les épreuves. Leur service militaire a changé leurs vies pour toujours, et a fait un grand pas vers l'égalité des femmes dans la société française. Traduit par Claude Urraca, le livre en anglais *Women of Valor: the Rochambelles on the WWII Front*, a été publié en deuxième édition en avril 2021 par McFarland Publishing.